

les 11 nouvelles

DE L'HIVER

Une publication
trimestrielle de la direction
générale de l'Agriculture,
des Ressources naturelles
et de l'Environnement
1^{er} trimestre 2009



**Primes régions
défavorisées**

**En cours
d'évolution**
p. 4 - 6



Conditionnalité

**Des tests pour
la conformité**
p. 10-12



Sécurité-santé

**Prévention
et soutien des
agriculteurs**
p. 36-39

**dossier Biodiversité menacée ?
Le rôle des agriculteurs
dans sa sauvegarde**





L'Union fait la Force !

Dans les moments de crise, il est essentiel de se serrer les coudes. Cette union doit exister au niveau belge. Nous l'avons démontré lors du Conseil européen des Ministres de l'Agriculture de novembre 2008 lorsque certains Etats membres voulaient complètement déréguler les marchés et en particulier celui du lait. Je remercie la Flandre d'avoir rejoint la position wallonne pour réclamer, comme un seul homme, et obtenir le principe d'une régulation de l'offre pour l'après 2015. Lors de ce Conseil, c'est ensemble que nous avons défendu une agriculture à taille humaine. D'union, il doit aussi en être question au niveau européen. L'Organisation Mondiale du Commerce utilise l'agriculture comme monnaie d'échange. Nous devons rester fermes et unis face à ce chantage. Fermes dans notre volonté de ne pas plier devant le libéralisme. Unis pour défendre notre modèle agricole et protéger nos produits. Ici aussi, notre pays doit jouer un rôle pour convaincre certains Etats membres de mieux réguler les marchés. Il est tout aussi indispensable de maintenir le système de préférence communautaire pour protéger notre agriculture familiale. L'union doit enfin prévaloir entre agriculteurs et consommateurs. Transformation de nos produits, vente directe, gîtes à la ferme, ... sont autant de vitrines de la qualité de nos produits que la promotion agricole met en valeur. Les *Journées Fermes ouvertes*, programmées les 20 et 21 juin prochains, constituent une nouvelle occasion pour renforcer les liens qui unissent agriculture et société. Lors de ce week-end, comme chaque jour de cette année 2009, démontrons ensemble que l'agriculture fera toujours la force de notre Région.

LE MINISTRE WALLON DE L'AGRICULTURE, DE LA RURALITÉ,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

M. Claude Delbeuck,

Directeur général de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement



SOMMAIRE

Economie

Les primes régions défavorisées	p 4
L'agriculture wallonne en 2007	p 7

Conditionnalité

Tester soi-même la conformité aux normes de conditionnalité	p 10
---	------

Gestion

Quelles aides pour les parcelles situées en site Natura 2000 ?	p 13
--	------

Dossier

Biodiversité menacée ? Le rôle des agriculteurs dans sa sauvegarde	p 17
--	------

Sécurité | Santé

La sécurité dans les exploitations agricoles	p 36
Le Service de Remplacement agricole	p 38

CRA-W

Bien-être des truies gestantes en groupe dynamique alimentées au distributeur d'aliments concentrés (DAC)	p 40
---	------

APAQ-W

Les vitrotubercules, minitubercules et plantules font des petits	p 42
--	------

Brèves du livre	p 43
-----------------	------

La fusion des deux administrations wallonnes de l'Agriculture et des Ressources naturelles et de l'Environnement se justifie davantage par le souci de vouloir mener une politique cohérente et coordonnée dans chacune des missions assurées jadis par les deux anciennes entités.

Le numéro d'hiver des *Nouvelles de l'Agriculture* rencontre cette conjonction d'intérêt, sous différents rapports : d'abord en présentant un dossier consacré à la biodiversité. Sa richesse dans notre région est largement le fait d'un type d'intervention agricole séculaire, comme on le sait. La pratique de l'agriculture a permis la constitution de milieux ouverts sur près de la moitié du territoire de Wallonie, ces milieux de prairies, cultures et landes si propices au développement de très nombreuses espèces animales et végétales. Le glissement vers une agriculture plus intensive a généré une perte de biodiversité, comme toute autre pression qui a pu toucher l'environnement, d'ailleurs. C'est donc aussi près des agriculteurs qu'il faut chercher les clés de la préservation ou de la réinstallation dans les milieux ouverts de cette faune et de cette flore propres à notre région. Puisque ce sont eux qui gèrent la majeure partie du territoire de la RW, il est donc légitime que les agriculteurs aient en la matière un rôle clé à jouer.

La participation de la Région wallonne au *réseau Natura 2000* qui implique quelques trois mille agriculteurs wallons est également décrite tant dans sa mise en pratique qu'en ce qui concerne les montants compensatoires qui lui seront liés.

La conditionnalité, qui s'inscrit dans la voie du développement durable, influence l'octroi des aides aux agriculteurs. Alors, votre exploitation est-elle en conformité ? Le *Système de conseil agricole wallon*, en fonction au sein de l'administration depuis un an à votre service, met maintenant à votre disposition un ensemble de questionnaires qui vous permettent de vous situer face à ces normes et de détecter les éventuelles failles ou les défauts d'information qui pourraient amener des problèmes dans votre exploitation.

D'autres articles publiés ici se concentrent sur des aspects qui ont aussi toute leur importance, l'analyse économique du secteur agricole et horticole en 2007, la sécurité des agriculteurs et de leurs aidants, l'assistance à laquelle ils peuvent avoir recours et bien sûr aussi le bien-être animal.

Je vous souhaite une bonne et fructueuse lecture,



CLAUDE DELBEUCK,
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les primes régions défavorisées Impact sur les expl Quel devenir pour ces primes

Cet article reprend les idées maîtresses d'un travail de fin d'études réalisé au sein de l'Unité Economie et Développement rural de la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux (S. Delannoy, 2008), en collaboration avec les directions de l'Analyse économique agricole et de la Politique régionale agricole, DGARNE.

Dans le cadre de sa politique de développement rural, l'UE accorde une *indemnité compensatoire en régions défavorisées* (ICRD) aux agriculteurs situés dans des zones naturellement moins favorables à l'agriculture. Cette mesure sera révisée en 2010 par l'Europe. Plusieurs hypothèses ont maintenant cours concernant ce remodelage de l'ICDR. La préoccupation de la commission est d'accroître le poids des aspects environnementaux et de donner plus de transparence aux critères de désignation des zones ainsi qu'aux conditions d'éligibilité.

En **Région wallonne**, la *zone défavorisée* représente 37 % de la superficie agricole utilisée (SAU). Elle se compose d'une partie de la région herbagère liégeoise et de la totalité de cinq régions agricoles, Haute Ardenne, Ardenne, région herbagère des Fagnes, Famenne et région jurassique. Pour autant qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité (être agriculteurs à titre principal, exploiter au moins 3 ha en zone

défavorisée, ...), les agriculteurs situés dans cette zone bénéficient, à condition qu'ils en fassent la demande, d'une prime de 122 € par hectare de superficie fourragère (maximum de 1.736 € par bénéficiaire).

Analyse : zone défavorisée et zone « non défavorisée » en Région wallonne

La zone défavorisée présente un caractère herbager et une spécialisation en production bovine très marqués. A titre d'illustration, notons que les prairies permanentes y occupent plus de trois quarts des terres agricoles !

Entre 1990 et 2006, la diminution du nombre d'exploitations agricoles a été globalement plus prononcée en zone défavorisée (-48 %) qu'ailleurs (-40 %). Elle est la plus importante dans les deux régions agricoles de la zone défavorisée spécialisées en production laitière : la Haute Ardenne (-58 %) et la partie défavorisée de la région herbagère liégeoise (-48 %). Ceci provient notamment de la réduction généralisée du nombre de bovins, en particulier du cheptel laitier, en Région wallonne qui pèse davantage sur ces zones aux possibilités de diversification relativement limitées. De manière générale, les évolutions structurelles de ces deux régions agricoles sont très négatives : diminution de la part du



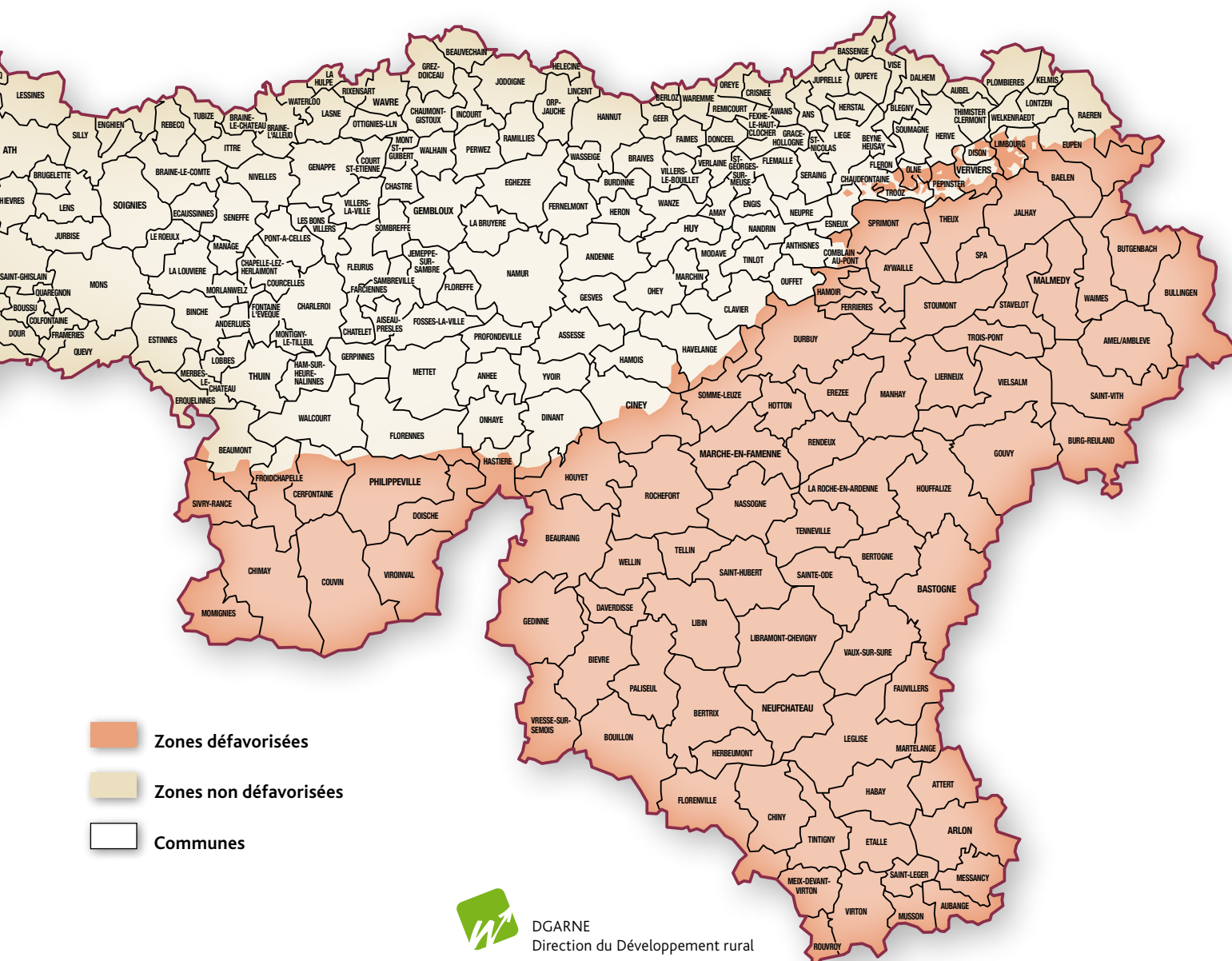
territoire occupée par l'agriculture, diminution particulièrement accentuée de la main-d'œuvre agricole, ...

Il existe une différence de rentabilité à l'hectare de l'ordre de 15 % au détriment de la zone défavorisée. Cependant, cette différence est compensée par une plus grande superficie des exploitations en zone défavorisée. Par conséquent, la rentabilité par unité de main-d'œuvre familiale est similaire dans les deux zones. Les aides publiques autres que l'ICRD (telles que DPU, primes à la vache allaitante, MAE, ...) créent une différence de rentabilité par hectare entre les deux zones de 43 € / ha, et l'indemnité compensatoire, qui est en moyenne de 29 € / ha en zone défavorisée, ne compense donc qu'une partie de l'effet des « autres aides ».

Dans quelques mois, l'Europe va remettre en chantier sa prime compensatoire aux régions défavorisées. Plusieurs *scenarii* sont envisagés. Quelle ampleur a effectivement cette mesure sur la santé des exploitations des zones défavorisées de la Région wallonne ? Quelle piste poursuivre ?

exploitations wallonnes mes ?

Délimitation actuelle de la zone défavorisée wallonne [BALTUS et MOKADEM (2008)]



Par contre, si l'on rapporte les aides à l'unité de main-d'œuvre familiale (UTF), on constate que tant l'ICRD que les autres aides sont plus importantes dans la zone défavorisée. En effet, les « autres aides » y sont en moyenne plus élevées de près 1.223 € et l'ICRD représente en moyenne 1.310 €. Ainsi, par le jeu de ces deux types d'aides, la zone défavorisée présente un revenu agricole familial par UTF en moyenne plus élevé de 834 € que celui de la zone non défavorisée, alors que, sans aucune aide, il serait inférieur de 1.700 €. Par ailleurs, il est à noter que moins de 65 % des exploitations agricoles de la zone défavorisée bénéficient de l'ICRD. Cependant, ces exploitations s'étendent sur près de 80 % des terres agricoles de la zone.

Par rapport aux régions voisines, (situées au Grand-Duché de Luxembourg, en France et en Allemagne), la Région wallonne octroie pour l'ICRD des montants élevés à l'hectare mais un montant maximal par bénéficiaire faible. Ainsi, en Région wallonne, le montant moyen par bénéficiaire de la prime était de 1.688 € en 2007, ce qui équivaut quasiment au montant maximal par bénéficiaire (1.736 €). Cela équivaut à accorder la prime par exploitation plutôt que par hectare.

Enfin, l'agriculture en zone défavorisée exerce un impact moindre sur l'environnement qu'en zone non défavorisée. On y observe, entre autres, une charge moyenne en bétail de 37 % inférieure et une mise en œuvre très importante des méthodes agroenvironnementales (MAE) : près de 79 % des agriculteurs de la zone défavorisée mettent en œuvre au moins une MAE pour seulement 30 % des agriculteurs de la zone non défavorisée.

Perspectives : quatre pistes envisagées

Ainsi qu'annoncé précédemment, la mesure dont relève l'ICRD sera révisée. A



Photo : M. Fasol

ce propos, la Commission européenne a envisagé quatre *scenarii*.

Le premier plaide pour une sorte de *statu quo* en proposant une délimitation à partir d'indicateurs nationaux directement liés aux handicaps naturels observés tout en excluant l'utilisation de critères socio-économiques. Notons que, d'emblée, la commission a précisé que ce *scénario* n'est pas suffisant.

Le deuxième combine successivement une délimitation basée sur des critères bio-physiques communs relatifs au sol et au climat et une seconde délimitation permettant d'exclure les territoires ayant surmonté leur(s) handicap(s) naturel(s) sur la base d'une comparaison du niveau de revenu ou des rendements. Les Etats membres sont libres quant à la fixation des conditions d'éligibilité.

Les deux options suivantes mettent davantage l'accent sur l'environnement. En effet, dans le troisième *scénario*, la commission propose une approche identique au *scénario* précédent en ce qui concerne la délimitation mais fixe des critères d'éligibilité afin de s'assurer que l'aide est bien destinée à des exploitants mettant en œuvre des pratiques agricoles durables. Le dernier *scénario* lie l'octroi de l'aide à la préservation des zones dites HNV (*High Nature Value Farmland areas*).

Le deuxième *scénario* (critères communs) devrait être privilégié pour la Région wallonne. Une consultation publique portant sur l'évaluation des quatre *scenarii* a été lancée par la Commission européenne en vue de récolter toutes les contributions permettant d'enrichir les options proposées. Les discussions entre la Commission et les Etats membres sont actuellement toujours en cours. Les propositions sont donc susceptibles d'évoluer.

JEAN-MARIE MARSIN, DIRECTION DE L'ANALYSE
ÉCONOMIQUE AGRICOLE

Pour plus d'informations

Département de l'Etude du milieu
naturel et agricole, DGARNE
Direction de l'Analyse économique
agricole

Jean-Marie Marsin
Ilôt Saint-Luc
14, chée de Louvain
5000 Namur
T. : 081 / 64.94.63
@ : jeanmarie.marsin@spw.wallonie.be

Unité Economie et Développement
rural, FUSAGx
2, passage des Déportés
T. : 081 / 62.23.61
@ : econgen@fsagx.ac.be

L'agriculture wallonne en 2007

2007 LES EXPLOITATIONS

En mai 2007, on a recensé **16.008 exploitations agricoles**, soit 549 de moins qu'en 2006 (-3,3 %). Parmi les exploitations, 25,2 % sont orientées vers la production de viande bovine, 20,7 % vers les grandes cultures et 13,9 % vers la production laitière.

La **superficie moyenne** est de 46,7 ha (41,4 en 2003).

Un peu plus de 71 % des exploitations (11.489) sont considérées à *temps plein*.

exploitée en faire-valoir indirect (69,8 %). Parallèlement à l'évolution du nombre d'exploitations, la **main-d'œuvre occupée en agriculture continue à régresser**. En mai 2007, elle s'élève à 26.470 personnes dont 55,9 % occupées à temps plein. La main-d'œuvre reste essentiellement familiale et la main-d'œuvre féminine représente 30,8 % du total.

En ne prenant pas en considération les petites exploitations, on estime que la **valeur totale du capital** d'une exploi-

à 2006 et, du fait des rendements moins élevés en 2007, la **production des principales céréales a diminué** (-3,8 % pour le froment d'hiver). Elle a toutefois augmenté de 5,2 % pour l'escourgeon du fait de l'augmentation des emblavements. La production de **betteraves sucrières** reste de loin la production industrielle la plus importante. En 2007, elle a connu une hausse (+1,1 %) malgré la diminution de la surface et suite à l'augmentation du rendement.

Après une année de stagnation, nouvelle détérioration des prix reçus

Parmi les exploitations, on compte **1.177 sociétés** (+2,1 % par rapport à 2006). En ce qui concerne la production animale, on a recensé **11.700 détenteurs de bovins** dont 5.563 détenteurs de vaches laitières (5.962 en 2006) et 8.974 détenteurs de vaches allaitantes (9.244 en 2006). 892 exploitations détiennent des porcs (958 en 2006).

2007 LES FACTEURS DE PRODUCTION

La **superficie agricole** (SAU) de la Région wallonne est de 747.840 ha. Elle représente environ 45 % de la surface de la Wallonie. La majorité de cette SAU est

tation agricole atteint en moyenne 1.003.700 €, dont la moitié appartient à l'exploitant et sa famille.

Le **montant moyen des capitaux empruntés** s'élève en 2007 à 146.000 € par exploitation (30 % des capitaux engagés par l'exploitant).

2007 LES PRODUCTIONS

Les productions végétales

La superficie destinée aux **productions fourragères** couvre 57,1 % de la SAU wallonne.

En atteignant 182.465 ha, la superficie des céréales a diminué de 0,7 % par rapport

La production de **chicorées à inuline** a augmenté de 6,8 % par rapport à 2006 et ceci malgré la restructuration du secteur en 2006.

La production de **pommes de terre** a augmenté sensiblement (par exemple : +26,6 % pour la variété *Bintje*) en raison de bons rendements et d'une légère progression des surfaces.

En ce qui concerne les **productions horticoles**, on a recensé une diminution de la superficie globale des légumes avec un accroissement de la surface des légumes destinés à la consommation à l'état frais. De bons rendements ont amené une



Photo : Fotolia

Vedettes de l'année 2007, le lait (+28,4 %), les œufs (+27 %) et les poulets de chair (+23 %).

Photo : SPW - Dircom - J.L. Carpentier - 5058



Photo : Fotolia

production globale en hausse. Pour les **fruits**, la superficie recensée a augmenté de 0,9 % par rapport à 2006. De mauvais rendements ont entraîné des baisses de production (-15 % pour les pommes et -1 % pour les poires).

La superficie agricole wallonne menée en **production biologique** a atteint 29.222 ha, soit 15 % de plus qu'en 2006. La plus grande partie est constituée de prairies (83,4 % du total).

Les productions animales

En mai 2007, le cheptel bovin atteignait 1.330.452 têtes, soit un nombre équivalent à celui du recensement de mai 2006. Le nombre de vaches laitières en production (219.218) était en recul de 1,9 %, le cheptel *mâles de plus d'un an* a augmenté de 2,8 % et celui des vaches allaitantes a augmenté de 0,7 %. En fonction de ces évolutions, la production de viande bovine reste équivalente à celle de 2006.

Le **quota laitier wallon** est de 1,260 milliard de litres avec un quota moyen de livraison de 249.700 litres.

Le nombre de **porcs** recensés en 2007 a diminué de 3,5 %, atteignant 357.769 unités.

En ce qui concerne la **volaille**, les cheptels *poulets de chair* et *poules pondeuses* ont diminué respectivement de 14,6 % et 7,3 %.

2007 LES PRIX DES PRODUITS

L'année 2007 fut globalement meilleure que la précédente en ce qui concerne les prix des produits agricoles. La **plupart des produits** (sauf les bovins, les porcs et les pommes de terre) **ont en effet connu des hausses de prix**.

Pour les **betteraves**, on observe une diminution de prix de 3,5 % suite à la réforme de l'OCM du sucre, baisse atténuée par une meilleure valorisation du sucre C. En ce qui concerne les **productions**

bovines, l'évolution a été négative pour l'ensemble des types de production, spécialement pour le bétail de moins bonne qualité.

L'évolution a été défavorable pour les **porcs** (-9 %).

Pour la **volaille**, on enregistre une hausse des prix (+23 %) pour les poulets de chair et une forte augmentation pour les œufs (+27 %).

Enfin, pour le **lait**, on a enregistré une augmentation d'une ampleur inattendue (+28,4 %).

Globalement, l'indice des prix reçus par les producteurs est en hausse d'environ 2,1 % en 2007.

2007 LES REVENUS

Déjà en 2006, on avait enregistré une augmentation moyenne de 16 % du revenu du travail par unité de travail (RT/UT). En 2007, le **RT/UT moyen s'établit à 28.525 € contre 25.118 € en 2006**

Les prix 2007

Globalement, l'indice des prix reçus par les producteurs est la hausse en 2007 (+2,1 %). Les produits ont connu d'importantes fluctuations.



Des prix en recul par contre pour les bovins et les porcs.

Photo : M. Fasol

(+13,6 %). L'évolution a été positive pour les exploitations orientées vers la production laitière et donc dans les régions herbagères et en Haute-Ardenne.

Par rapport au revenu moyen wallon, c'est l'orientation *cultures agricoles* qui procure le revenu le plus élevé et, au niveau des régions agricoles, les régions sablo-limoneuse, limoneuse et le Condroz ont un revenu moyen plus élevé que les autres régions.

Si on calcule le **revenu moyen de l'exploitant et de sa famille (non salariée) par unité de travail**, ce revenu (qui inclut les intérêts imputés au capital en propriété) atteint 36.911 € en 2007, soit une hausse de 14 % par rapport à 2006.

2007 INFLUENCE DES AIDES COMPENSATOIRES

En 2007, les **aides (ensemble du premier et du second pilier de la PAC)** représentent en moyenne 58 % du revenu de

l'exploitant et de sa famille. Près de 86 % proviennent du premier pilier.

Cette importance relative varie fortement selon les orientations de production : elle est plus faible que la moyenne pour les orientations laitières (47 %) et pour les grandes cultures (54 %) mais elle atteint plus de 100 % pour les exploitations spécialisées en viande bovine.

Au niveau macro-économique, les aides du premier pilier ont atteint 304,3 millions d'€.

2007 VALEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE WALLONNE

En 2007, la **valeur globale de la production** agricole wallonne (sans les aides compensatoires) a été estimée à 1.652,2 millions d'€, ce qui représente une augmentation de 8,7 % par rapport à l'année 2006. La **valeur des produits de l'élevage** (60,3 % de l'ensemble) augmente de 10,6 % tandis que celle des

grandes cultures (30,5 % du total) augmente de 9,1 %. Une baisse (-3,6 %) est enregistrée pour l'**horticulture** (9,2 % de l'ensemble).

JEAN-MARIE BOUQUIAUX,
DIRECTION DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE AGRICOLE

Pour plus d'informations

Département de l'Etude du milieu naturel et agricole, DGARNE
Direction de l'Analyse économique agricole
Dr Jean-Marie Bouquiaux
Ilot Saint-Luc
14, ch de Louvain
5000 Namur
T. : 081 / 64.94.54
@ : jeanmarie.bouquiaux@spw.wallonie.be

Tester soi-même la conformité aux normes de conditionnalité



Photo : Luc Opdecamp

En cas de problème, des experts peuvent porter assistance aux exploitants, à la demande du Système de Conseil agricole, gratuitement.

Le *Système de Conseil agricole*, SCA en abrégé, partage avec les agriculteurs la préoccupation d'une production à la fois « saine » au niveau de la chaîne alimentaire et « propre » pour l'environnement rural. Il leur propose un encadrement gratuit par des spécialistes en cas de besoin de conseils pour satisfaire aux normes dites *de conditionnalité*. Ces normes à respecter sont au cœur des exigences sanitaires et environnementales de l'Union européenne. Elles ont été adaptées par le Gouvernement wallon aux réalités de nos ressources naturelles et de notre agriculture. Leur transgression altère la qualité de

la production agricole et menace la santé des consommateurs, dégrade la fertilité des sols, pollue les eaux souterraines et de surface, réduit la biodiversité terrestre ou aquatique. La prévention des crises alimentaires ou d'accidents écologiques est aussi visée par ces normes. Enfin, un sérieux risque de pénalité financière des aides de la PAC est encouru par l'agriculteur négligent à leur égard.

Le SCA propose **dix fiches pour tester soi-même la conformité de son exploitation** aux normes sanitaires et environnementales spécifiques à la conditionnalité. Selon les résultats de chaque test, la décision peut être prise :

- d'adapter soi-même la gestion ou les infrastructures;
- de les adapter avec l'aide ciblée d'un ou plusieurs experts du SCA, tels que l'ARSIA, le CER, le *CR-Phyto*, la FACW, *Faune & Biotopes*, la FPW, le GIREA, *Natagora*, *Nitrawal*, la *Mission wallonne des Secteurs verts*.

DE LA PROTECTION DE LA NATURE À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, DIX FICHES POUR CONNAÎTRE SA SITUATION

Le contenu de chaque fiche, le nombre de questions et la fourchette estimée de la durée du test proposé sont précisés dans le tableau ci-contre.

Exécution des tests

Chacun des dix tests de conditionnalité requiert de la part de l'agriculteur de choisir entre l'option *vrai* ou *faux* sur des questions précises d'ordre technique ou administratif (voir les exemples proposés dans le tableau p. 12). Il est nécessaire de consulter certains documents

Sommaire des fiches test de conditionnalité

N° des fiches	Contenu	Nombre de questions	Durée de réponse (en minutes)
01 BCAA	Bonnes conditions agricoles et environnementales : aménagements anti-érosifs, pailles, chaumes et résidus de récolte, adventices, prairies et cultures hors production, relief, haies, alignements d'arbres, sols irrigués, pâturages permanents.	17	10 à 30'
02 PN	Protection de la Nature : drainage, labours, herbicides et plans de secteurs en zone Natura 2000, espèces et habitats protégés dans toute la Wallonie.	5	5 à 15'
03 Azote	Protection des eaux contre les nitrates d'origine agricole : stockage, taux de liaison au sol, transferts, rejets, épandage des effluents d'élevage, traçabilité des engrais, zones vulnérables.	56	30 à 90'
04 Boues	Valorisation agricole des boues de stations d'épuration d'eaux usées : certificat d'utilisation, épandage, registre, analyses des sols.	53	15 à 45'
05 ESO	Protection des eaux souterraines contre certaines substances dangereuses : stockage et accidents de manipulation du mazout et des pesticides.	14	5 à 15'
06 IdA	Identification animale : registres, boucles, communications Sanitel, etc.	30	10 à 30'
07 SaN	Santé animale : guidance vétérinaire, médicaments, maladies, alimentation, substances interdites.	26	10 à 30'
08 SecAl	Sécurité alimentaire : hygiène générale et traçabilité, lait cru et produits laitiers, laiterie, œufs, aliments pour animaux.	40	15 à 45'
09 PP	Produits phytopharmaceutiques : produits agréés, registre entrées/sortie et registre d'utilisation, pulvérisateurs.	15	10 à 30'
10 BAn	Bien-être animal : espace, litière, ventilation, soins.	32	10 à 30'

Ces fiches d'autotest sont proposées dans une version initiale 2009 d'essai. Leur lisibilité, leur pertinence et leur efficacité sont en effet d'abord éprouvées avec la participation des agriculteurs au cours de cette année afin de les améliorer ou de les compléter pour leur assurer les meilleures chances de succès.

clés, de connaître l'aménagement exact des installations et des équipements ainsi que la situation de toutes les parcelles de l'exploitation pour chaque unité de production. En cas d'incompréhension d'une question ou de manque d'information pour y répondre, une troisième option sous forme d'un point d'interrogation est cochée. Si l'exploitation n'est pas concernée par l'une des questions, aucune case n'est cochée.

Où se procurer les fiches d'autotest ?

Département du Développement, DGAARNE
Direction du Développement et de la Vulgarisation

■ Services extérieurs

■ Ath

T. : 068 / 27.44.20

■ Ciney

T. : 083 / 23.16.80

083 / 23.16.82

■ Huy

T. : 085 / 27.34.96

085 / 27.34.73

■ Libramont

T. : 061 / 22.10.60

■ Malmédy

T. : 080 / 44.06.28

■ Thuin

T. : 071 / 59.90.90

■ Wavre

T. : 010 / 23.37.63

010 / 23.37.64

■ Services centraux

@ : conseil.agricole@spw.wallonie.be – <http://agriculture.wallonie.be>*

T. : 081 / 64.94.00

* Suivre le chemin qui mène aux pages web du SCA : Accueil > Professionnels de l'agriculture > Encadrement & conseils > Système de Conseil agricole

conditionnalité

12 Exemples de questions tirés de quelques fiches de test

Source	Question	Réponse à cocher si d'application
01 BCAA item 4	(Norme D1T05E2 : Lutte contre les adventices indésirables) Aucune de mes parcelles n'est envahie par des chardons, rumex ou orties, par des broussailles ou par des ligneux	Vrai <input type="checkbox"/> Faux <input type="checkbox"/> ? <input type="checkbox"/>
03 Azote item 02	(Norme D2A08E1 : Rejets et matières) Si, j'utilise des produits de fertilisation à base d'effluents d'élevage traités (déshydratation, compostage, mélange, etc.) ou des matières organiques exogènes à l'agriculture, livrés par des fournisseurs spécifiques, alors, ces produits sont agréés par les autorités fédérales et autorisés par un certificat d'utilisation	Vrai <input type="checkbox"/> Faux <input type="checkbox"/> ? <input type="checkbox"/>
08 SecAl item 15	(Norme D3A14E3 : Consignes d'hygiène générales et spécifiques) Les récipients et citernes utilisés pour le transport de lait cru sont nettoyés et désinfectés avant d'être réutilisés et ce, au moins une fois par jour	Vrai <input type="checkbox"/> Faux <input type="checkbox"/> ? <input type="checkbox"/>
09 PP item 2	(Norme D3A19E1 : Produits phytopharmaceutiques agréés) Si, je détiens encore un produit dont l'agrément a été retirée ou des produits non agréés en Belgique alors, ils sont stockés dans le local « phyto » à l'écart des autres produits avec la mention « périmé » en attendant le passage de <i>Phytofar-Recover</i>	Vrai <input type="checkbox"/> Faux <input type="checkbox"/> ? <input type="checkbox"/>

En bleu sont reproduits les codes utilisés dans la notice explicative de la déclaration de superficie.

Les résultats

Les questions correspondant à une case cochée *faux* diagnostiquent une non conformité. Il faut les examiner une à une avec attention pour conclure sur la difficulté de se conformer à la disposition énoncée, endéans quels délais et moyen-nant quels aménagements, corrections ou investissements. S'il ressort de cet examen que des difficultés élevées ou complexes sont pressenties, alors le recours au SCA constitue une aide non négligeable. Pour les questions vis-à-vis desquelles il n'est pas possible de répondre soit à cause d'incompréhension, soit par manque d'in-formation, il faut lever les incertitudes

et un appel téléphonique ou un cour-rier électronique au SCA est également recommandé. Dans ces deux cas, il est possible que la communication établie avec le SCA débouche sur une demande de visite d'un ou plusieurs experts. En cas d'expertise, les coûts sont pris en charge par le service public de Wallonie (SPW) sans aucun frais pour l'agriculteur. Chaque expert prend un rendez-vous préalable pour sa visite. La présence de l'agriculteur est demandée, ainsi que l'accès aux documents utiles et, selon les cas, aux parcelles, infrastruc-tures, équipements, animaux des diverses unités de production.

En 2008, 87 expertises ont été menées à bien, réparties sur quarante-quatre exploitations qui en ont bénéficié en toute confidentialité.

LUC OPDECAMP,
SYSTÈME DE CONSEIL AGRICOLE

Pour plus d'informations

Département du Développement,
DGAARNE
Direction du Développement
et de la Vulgarisation
Système de Conseil agricole
Luc Opdecamp
Ilôt Saint-Luc
14, chée de Louvain
5000 Namur
@ : conseil.agricole@spw.wallonie.be

Quelles aides pour les parcelles situées en site Natura 2000 ?

gestion

13



Pelouse calcicole en zone Natura 2000.

La directive européenne 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages tend à mettre en œuvre un réseau écologique sur le territoire de l'Union européenne en prévoyant un régime de protection d'une série d'habitats naturels et d'espèces végétales et animales. A ce titre, elle complète le dispositif prévu par la directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 relative à la protection des oiseaux. L'objectif recherché est de mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité.

La Région wallonne a procédé à la transposition de ces directives via le décret du

6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages, modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Sur cette base, une série de périmètres ont été identifiés et proposés à la Commission européenne comme sites d'importance communautaire ou notifiés comme zones de protection spéciale.

Les superficies sélectionnées comme sites Natura 2000 s'élèvent à un total de 220.945 ha, soit un peu plus de 13 % du territoire wallon. Ces superficies sont réparties en 240 sites. Chacun d'eux doit faire l'objet d'une désignation comme site Natura 2000 par un arrêté du

Gouvernement wallon. Chaque site comprend une ou plusieurs unités de gestion, chacune ayant des spécificités propres. Début de l'année 2009, huit premiers sites feront l'objet d'un arrêté de désignation. Quatre-vingt-deux autres arrêtés sont en préparation. Ils devraient être adoptés dans le courant de l'année 2009. Les arrêtés de désignation des sites Natura 2000 sont pris par le GW après enquête publique. Ils indiquent les **mesures préventives ainsi que les interdictions particulières à respecter dans le site ou en dehors de celui-ci** afin de ne pas détériorer les habitats naturels ni perturber significativement les espèces pour lesquelles le site a été désigné. Les particularités d'un site sont donc couvertes par l'arrêté de désignation qui le concerne précisément.

Les **modalités de gestion** des sites Natura 2000 sont fixées par deux autres textes réglementaires. Ils touchent plus particulièrement les mesures générales¹ qui s'appliquent aux sites Natura 2000, y compris la liste des actes qui sont interdits, soumis à autorisation ou soumis à notification, ainsi que le régime de conservation propre à ces sites, y compris le détail des procédures de dérogation, notification ou autorisation².

L'adoption de ces différents textes fait suite à une longue concertation organisée en forum et à un arbitrage politique. Le forum est composé des différents acteurs du monde rural : les représentants des agriculteurs (*Fédération wallonne de l'Agriculture*), des propriétaires forestiers (*Nature, Terres et Forêts*), des environnementalistes (*Inter-Environnement Wallonie*) et de l'*Union des Villes et des Communes de Wallonie*.

¹ Arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 (*Moniteur belge* du 27/11/2008).

² Arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000 (*Moniteur belge* du 27/11/2008).

Pratiquer *Natura 2000*. Les aides

Les aides spécifiques *Natura 2000*

Dès lors qu'un site a fait l'objet d'un arrêté de désignation paru au *Moniteur belge*, différentes aides sont accessibles tant aux propriétaires forestiers de parcelles cadastrales qu'aux **exploitants agricoles utilisant des parcelles incluses** dans ce site. Ces incitants sont des mesures fiscales comme des aides à la gestion.

1. Des mesures fiscales : une exonération totale du précompte immobilier et des droits de succession pour tous les propriétaires de terres localisées en *site Natura 2000*.
2. Des aides à la gestion : des indemnités compensatoires qui sont susceptibles de pallier les éventuelles pertes directes occasionnées par les restrictions imposées pour atteindre les objectifs de maintien de la biodiversité du site.

■ **En ce qui concerne le volet agricole**, ces indemnités sont cofinancées par l'Union européenne et la Région wallonne. Elles s'élèvent à **100 € / ha. an** pour les prairies à contrainte faible et à **200 € / ha. an** pour les prairies à contrainte forte.

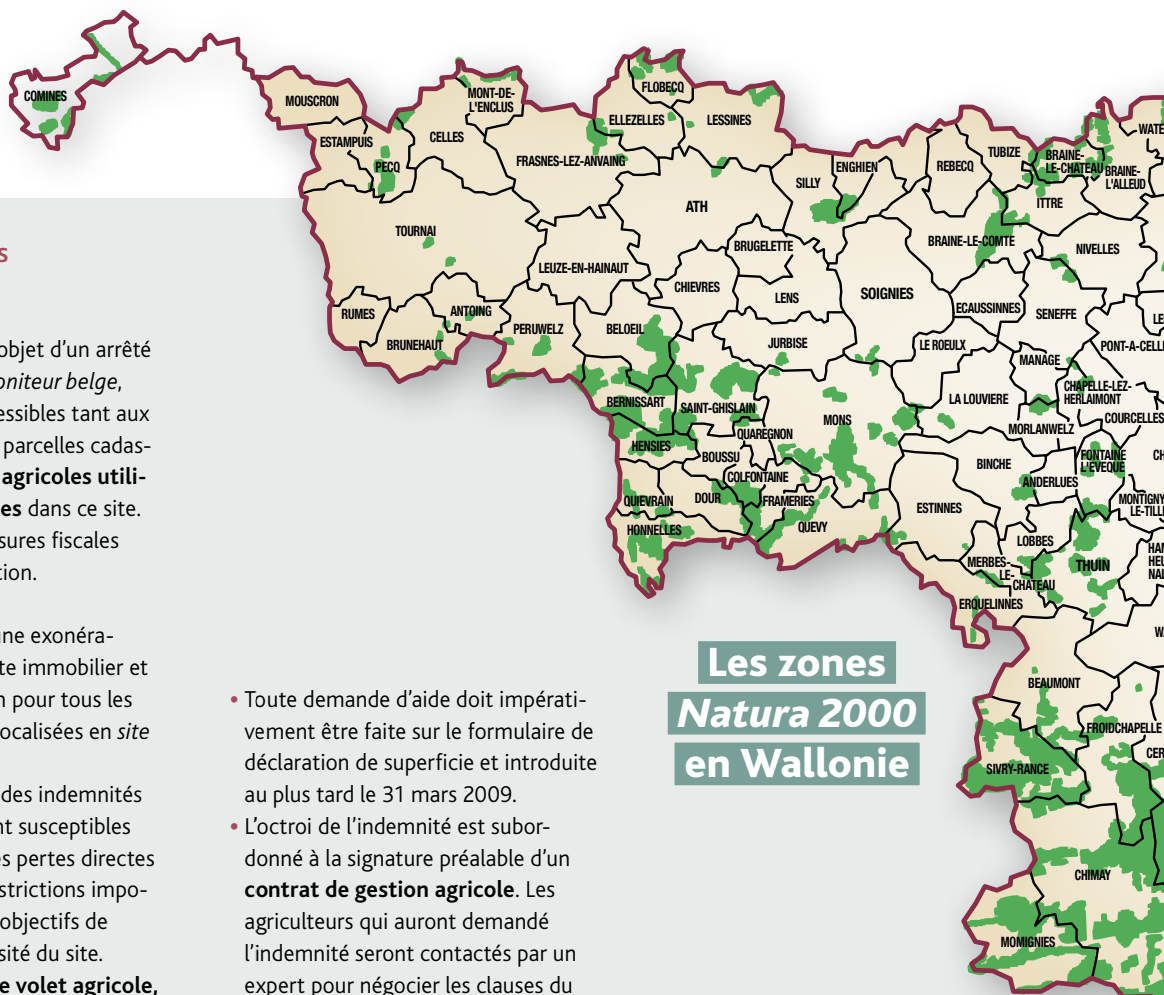
• **Les agriculteurs concernés seront tenus au courant** via le formulaire d'information parcellaire joint à leur formulaire de déclaration de superficie 2009 (*formulaire PAC*). Ceci permettra aux agriculteurs de savoir **dans quel type de prairie** sont classifiées leurs parcelles et, par conséquent, **quel est le montant de l'indemnité** qu'ils peuvent obtenir.

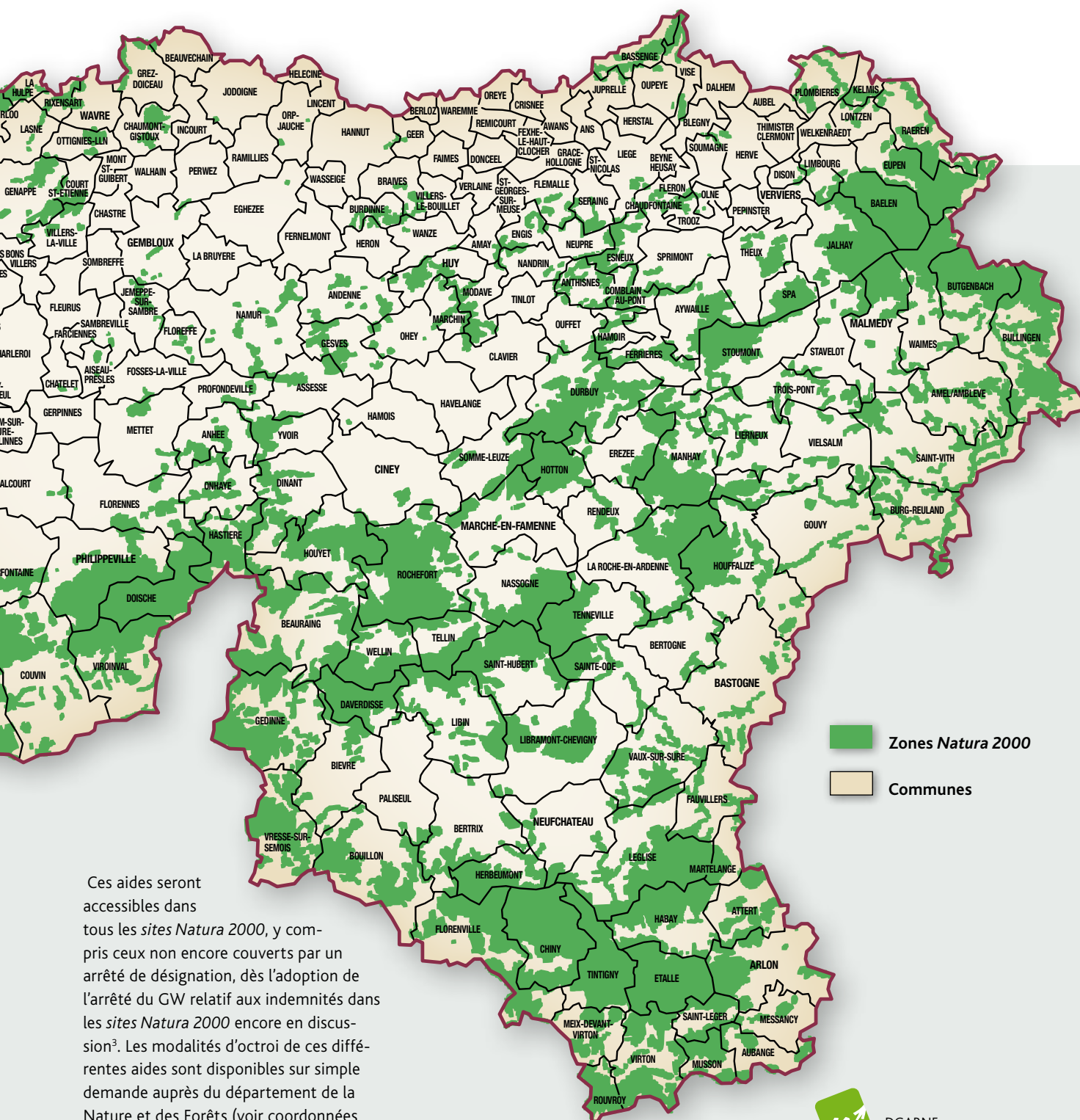
- Toute demande d'aide doit impérativement être faite sur le formulaire de déclaration de superficie et introduite au plus tard le 31 mars 2009.
- L'octroi de l'indemnité est subordonné à la signature préalable d'un **contrat de gestion agricole**. Les agriculteurs qui auront demandé l'indemnité seront contactés par un expert pour négocier les clauses du contrat de gestion. Généralement, ce contrat de gestion sera très proche du cahier des charges de certaines méthodes agroenvironnementales (de la méthode *prairie à haute valeur biologique*, par ex.).
- Les méthodes agroenvironnementales sont cumulables avec les indemnités *Natura 2000*.
- **Au niveau forestier**, sont prévues :
 - une indemnité de 40 € / ha. an pour la gestion favorable à la biodiversité des forêts feuillues d'essences indigènes ;
 - une aide incitative de 100 € / ha. an pour le maintien de lisières et d'îlots de conservation allant au-delà des

Les zones *Natura 2000* en Wallonie

engagements de base, à savoir le maintien ou la création d'îlots de sénescence à concurrence de 3 % de la superficie feuillue et la création ou le maintien d'un cordon d'essences arbustives d'au moins 10 mètres de large en bordure de massif.

3. Des aides à la gestion et à la restauration des milieux ouverts non agricoles (subventions des travaux de restauration des pelouses et des landes, subventions à l'exploitation de résineux, etc.).





DARNE
Direction du Développement rural

³ Arrêté du Gouvernement wallon mettant en place les indemnités *Natura 2000* (à paraître).



Une aulnaie reprise dans un site *Natura 2000*.

Références réglementaires

- Loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée la dernière fois par le décret du 22 mai 2008.
- Articles 36 (b) (iv) et 46 du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).
- Article 30 et point 5.3.2.2.4 de l'annexe II du règlement (CE) n° 1974/2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005.
- Décision du Gouvernement wallon du 29 mai 2008 portant sur la méthodologie de mise en œuvre des arrêtés de

désignation et notamment sur les aides et les subventions activables au sein des sites *Natura 2000*.

- Arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant sur les mesures préventives générales applicables aux sites *Natura 2000*.
- Arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicables aux sites *Natura 2000*.
- Arrêtés de désignation des sites *Natura 2000* (8 premiers à paraître).
- Arrêté du Gouvernement wallon mettant en place les indemnités *Natura 2000* (à paraître).

Pour obtenir davantage d'information sur le réseau *Natura 2000* en Région wallonne, vous pouvez :

- surfer sur le site : <http://natura2000.wallonie.be> ;
- contacter le département de la Nature et des Forêts, administration régionale chargée de la mise en œuvre du réseau *Natura 2000* au 081/33.56.08 ;
- contacter *Naturawal* au 0479/12.78.31, ou par mail info@naturawal.be

FRANÇOIS BRYON,
DIRECTION DES SURFACES AGRICOLES
ET MICHEL FAUTSCH,
DIRECTION DE LA NATURE

Pour plus d'informations

Département des Aides, DGARNE
Direction des Surfaces agricoles
François Bryon
14, ch de Louvain
5000 Namur
T. : 081 / 64.95.39 ou 068 / 27.44.02
Gsm : 0476 / 54.12.64
@ : francois.bryon@spw.wallonie.be

Département de la Nature et des Forêts, DGARNE
Direction de la Nature
Michel Fautsch, Chargé de mission
Natura 2000
15, avenue Prince de Liège
5100 Jambes
T. : 081 / 33.58.45
GSM : 0495 / 94.06.89
@ : michel.fautsch@spw.wallonie.be

Biodiversité menacée ?

dossier

Le rôle des agriculteurs dans sa sauvegarde

17

PRÉSENTÉ PAR CHRISTIAN MULDER ET MARC THIRION, DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL, D'GARNE, BAPTISTE BATAILLE, AVES ET GROUPE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHES EN ÉCOLOGIE APPLIQUÉE (GIREA), UCL, ALAIN LE ROI, ASSOCIATION CONSEILS ET RECHERCHES EN ÉCOLOGIE APPLIQUÉE (ACREA), ULG, ET GIREA, UCL, THIERRI WALOT, GIREA, UCL, ET SERGE ROUXHET, ACREA, ULG.

PHOTOS DE BB : BAPTISTE BATAILLE, CRA-W : CENTRE WALLON DE RECHERCHES AGRONOMIQUES – EM : EDDY MONTIGNIES – FB : FAUNE ET BIOTOPES – GIREA : GROUPE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHES EN ÉCOLOGIE APPLIQUÉE – GL : GUILLAUME LEGOFF – GRAE : GROUPE DE RÉFLEXION SUR L'AGROENVIRONNEMENT – JFG : JEAN-FRANÇOIS GODEAU – JLG : JEAN-LOUIS GATHOYE – PNPE : PARC NATUREL DES PLAINES DE L'ESCAUT – SR : SERGE ROUXHET.



GIREA

Biodiversité : de nouveaux habits pour une vieille idée



CTA-STRÉE



GRAE



GRAE

Malgré son usage courant, le terme « biodiversité » est très récent : il date du début des années 1980. En 1992, ce concept gagne les sphères de la décision politique et se trouve au centre du *sommet de Rio* sur le développement durable où la *Convention sur la diversité biologique* est adoptée par plus de cent cinquante états. Son objectif est de développer dans chaque pays des stratégies pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique. (Adaptation d'un texte du Professeur Grégory Mahy, publié dans la revue *Factuel* de la FUSAGx).

Que signifie « biodiversité » en ce début de XXI^e siècle ?

La notion de biodiversité est la variation du monde vivant. Elle comporte **trois niveaux** :

- **LA DIVERSITÉ DES ESPÈCES**, correspondant au nombre d'espèces sur une zone donnée ;

- **LA DIVERSITÉ AU SEIN DE L'ESPÈCE**, les individus étant plus ou moins différents au niveau de leur **patrimoine génétique** ;
 - **LA DIVERSITÉ DES ÉCOSYSTÈMES** regroupant des populations d'espèces différentes coexistant dans des milieux naturels.
- La crise actuelle d'extinction des espèces de la faune et de la flore a joué un grand rôle dans l'importance prise par la notion de biodiversité. La fragilisation ou l'extinction d'espèces s'est en effet considérablement accélérée au cours des dernières décennies. Les causes de cette crise de la biodiversité sont à rechercher exclusivement dans les activités humaines :
- la **surexploitation des ressources biologiques** : surpêche, certains modes d'exploitation du bois dans les forêts tropicales, par ex. ;
 - l'**introduction volontaire ou involontaire d'espèces exotiques** dont certaines supplantent les espèces indigènes ;
 - l'**emballement du phénomène de changements climatiques** qui perturbe l'équilibre général en faisant disparaître les espèces incapables de s'adapter si rapidement ;

La biodiversité de la Wallonie

L'état de la biodiversité (espèces et habitats naturels), y compris en Wallonie, est de plus en plus inquiétant. Plus de 40 % des espèces sont menacées, dont 25 % sont en danger critique ou éteintes (*Rapport sur l'Etat de l'environnement wallon, 2006*).

L'origine de ces problèmes est évidente. Avec en moyenne deux Wallons à l'hectare (de 0,6 individu / ha pour la province de Luxembourg à plus de 3 / ha pour le Hainaut et le Brabant wallon), avec un réseau de routes inégalé en Europe (plus de 40 m / ha), il reste peu de place à la nature et les « îlots de biodiversité » sont faiblement interconnectés.

Certaines régions proches (la Flandre et les Pays-Bas, notamment) connaissent une pression humaine plus forte encore que chez nous. Bien que cette pression menace leur biodiversité de manière inquiétante, elles ont réussi à rendre ses impacts comparables à ceux observés en Wallonie grâce à un réseau de réserves naturelles ou zones assimilées proportionnellement plus de dix fois plus étendu que celui de Wallonie.



GRAE



GRAE



JLG

- enfin, d'une part, la **destruction** et la **banalisation** et, d'autre part, l'**isolement** ou la **fragmentation des habitats** qui sont les causes principales de la crise de la biodiversité chez nous.

Pourquoi cet intérêt récent pour la biodiversité ?

Trois types de valeurs peuvent être attribuées à la biodiversité qui justifient l'attention apportée à cette matière :

1 SA VALEUR DIRECTE

Les organismes fournissent des produits exploitables, relevant soit d'une stratégie de commercialisation, soit d'une stratégie de consommation locale sans commerce structuré. Ces ressources doivent être gérées de façon durable.

2 SA VALEUR INDIRECTE

La diversité biologique ne fournit pas seulement des produits à l'homme, elle lui rend également des services en intervenant dans

le fonctionnement des écosystèmes : c'est la valeur d'utilisation indirecte. On citera en vrac la production primaire, la fixation du CO₂, le cycle des nutriments, l'épuration des eaux, la protection des sols contre l'érosion, la pollinisation des cultures, la régulation des populations de pestes et ravageurs, ...

3 SA VALEUR ÉTHIQUE

Si nous portons un tel intérêt à gérer et à préserver la biodiversité, c'est peut-être simplement parce que nous lui reconnaissons une valeur intrinsèque. Nous entrons dans le champ des valeurs éthiques. On peut également y associer des valeurs esthétiques et de récréation, d'inspirations artistiques, littéraires ou philosophiques, de connaissances scientifiques et de compréhension de notre histoire. Il s'agit d'un patrimoine et d'une référence culturelle indissociables de notre propre identité d'êtres humains car il s'agit des différentes formes de la « vie » dans toute sa complexité.

L'agriculture et le maintien de la biodiversité en Wallonie

20



Ce nouveau concept de biodiversité est moins

ambigu pour le grand public comme pour les scientifiques que la notion de « nature », souvent comprise comme « tout ce qui se passe sans intervention humaine ». De fait, la « naturalité » des milieux en Wallonie est globalement assez faible et les milieux riches en biodiversité rencontrés chez nous sont **presque toujours liés à une intervention humaine** (exploitation agricole ou forestière passée ou en cours). Ces milieux sont donc qualifiés de « semi-naturels ». On y retrouve par exemple les lisières forestières embroussaillées, les haies, talus, mares, bords de champs, vergers de hautes tiges, prairies humides de fonds de vallées, prairies maigres et pelouses sèches, marais, landes, tourbières, pré-bois, taillis, forêt mixte, etc.

L'espace agricole, qui occupe chez nous la moitié du territoire, revêt une importance cruciale car il assure le maintien de milieux ouverts (prairies, landes) ou semi-ouverts (bocages) par opposition à ceux dit « fermés » des forêts.

Loin d'une Wallonie monotone, notre territoire se décline de façon très variée, selon les conditions de sol, de relief et de climat mais également selon les pratiques agricoles actuelles ou anciennes. Ces paysages agricoles sont riches d'une biodiversité qui leur est propre. Elle est particulièrement remarquable dans les prairies exploitées peu intensivement, qui abritent souvent le plus grand nombre d'espèces végétales, ainsi que toute la vie sauvage des insectes, batraciens, reptiles, mammifères, oiseaux qui y sont associés.

L'activité agricole constitue un élément majeur de la préservation de la biodiversité. Elle peut toutefois également constituer une menace. Les *processus* en cause sont principalement liés à l'intensification et à la spécialisation des exploitations qui conduisent à

une dissociation des activités d'agriculture et d'élevage, à une maximisation de la taille des parcelles et à une réduction du nombre de cultures. On assiste alors à différents phénomènes particulièrement funestes :

- enrichissement de milieux fragiles (eutrophisation) par les engrais de ferme et autres. Ainsi, des plantes très agressives concurrencent alors celles présentes, adaptées aux milieux pauvres en ressources, et les font disparaître. Cet enrichissement ne s'observe plus seulement localement par lixiviation des engrais mais touche à présent l'ensemble des écosystèmes, aquatiques ou terrestres, en raison du phénomène de volatilisation de l'azote, redéposé par les précipitations atmosphériques ;
- destruction d'habitats de la faune et de la flore (par drainage des prairies humides, remblai des mares ou marais, fauches précoces et répétées, arrachage de haies, de bosquets, de buissons, d'arbres, utilisation inappropriée ou excessive d'herbicides) ;
- perturbation des chaînes alimentaires des espèces (l'usage excessif de pesticides ou de produits vétérinaires à larges spectres peut avoir des effets secondaires importants sur la faune et la flore non cibles).

Le maintien de la biodiversité passe par la coexistence de milieux variés tant à l'échelle locale que régionale (bois, forêts, prairies, cultures, friches, vergers, jardins, ...). Sauf pour quelques espèces, c'est la variété des milieux qui permet la préservation des ressources nécessaires au maintien de la faune et de la flore, et ce tout au long des saisons. Ainsi, si certaines espèces animales se conten-

tent d'un mode de vie exclusivement forestier, la grande majorité fréquente au moins à un moment de sa vie le parcellaire agricole. Les crapauds vivent surtout en forêt mais se reproduisent dans bon nombre de mares agricoles. Le cerf recherche pour ses ébats de vastes clairières ou prairies en bordure de bois. Le lièvre affectionne les bosquets situés aux abords des cultures. La buse niche au sein de la forêt mais prélève les petits rongeurs en milieu agricole. En période estivale, la cigogne noire et la bécasse quittent chaque jour leurs bois pour aller s'alimenter dans les prairies humides. En Région wallonne, les pratiques agricoles qui permettent la restauration d'habitats dégradés, la conservation du patrimoine nature existant et le redéveloppement de la biodiversité associée aux milieux ouverts ou semi-ouverts sont « labellisées » Agrinature.

En Wallonie, l'extrême fragmentation des sites de grand intérêt biologique, repris dans la *Structure écologique principale* (ou *zone SEP*), est l'une des principales causes de la baisse de biodiversité. Cette dispersion des habitats favorables, la petite taille de ceux-ci et surtout leur isolement



réduisent la capacité d'accueil du territoire wallon envers la faune et la flore sauvage. Le rôle des agriculteurs dans l'entretien du réseau écologique ne s'arrête donc pas aux zones exceptionnelles. Les agriculteurs sont concernés **en tous lieux** pour le maintien et l'entretien de la mosaïque des haies, mares et autres petits milieux relais pour la vie sauvage, constituant le maillage écologique.

Entre sanctions et incitants, la biodiversité et les instruments financiers

Depuis 2005, le respect de la biodiversité s'intègre de plus en plus progressivement dans les règlements agricoles. La conditionnalité des aides porte ainsi, entre autres, sur certaines matières environnementales : la gestion du nitrate, l'érosion des sols mais aussi le paysage et la biodiversité. Les points les plus marquants portent sur la non destruction des arbres et des haies champêtres sans permis préalable et sur le respect des procédures d'urbanisme en cas de travaux de drainage ou de modification du relief du sol. La destruction d'un habitat *Natura 2000* (labour d'une prairie, herbicide total, ...) est sanctionnée de la même manière.



Depuis 2008, la conditionnalité des aides s'est étendue à la non destruction volontaire d'espèces *Natura 2000* en toute zone agricole. A titre d'exemple, la destruction intentionnelle d'un nid de busards cendrés ou de râles des genêts (deux espèces *Natura 2000*) est considérée comme une infraction environnementale grave.

Dans une optique plus incitative, certaines méthodes agroenvironnementales du *Programme de Développement rural* ont été conçues pour reconnaître et récompenser les efforts entrepris en matière d'environnement dans le monde agricole: entretien de haies, mares, arbres, implantation de bandes herbeuses extensives, gestion extensive de prairies permanentes, etc.

Ces actions, initiées en 1995, font maintenant partie intégrante de l'agriculture wallonne avec près de 44 % des exploitations engagées dans ce programme et plus de vingt millions d'euros de financement annuel.

CRA-W

Natura 2000

Un des outils au service de la biodiversité

22

GIREA



Le programme *Natura 2000* est une initiative de l'Union européenne qui met en place un vaste réseau de sites abritant des espèces (animales ou végétales) et des habitats (type de milieux comme la hêtraie, la tourbière ou la prairie maigre de fauche) importants pour la biodiversité au niveau européen. Certains de ces milieux ou de ces espèces peuvent être relativement répandus chez nous mais ils sont menacés ou relativement rares au niveau européen. A l'inverse, certains milieux ou certaines espèces sont rares et menacés chez nous mais ne sont pas couverts par *Natura 2000*. Ils doivent donc faire l'objet d'une protection spécifiquement régionale.

En Wallonie, le réseau *Natura 2000* représente 240 sites pour un peu plus de 220.000 hectares, soit 13 % du territoire. Dans ces sites, les activités de production agricole ou forestière peuvent se perpétuer lorsqu'elles sont compatibles avec les objectifs en matière de biodiversité. Parfois même, elles sont d'ailleurs indispensables pour maintenir les habitats et les espèces.

Une protection préventive existe déjà d'une part sous la forme de normes et impositions, entrant notamment en compte dans le cadre de la conditionnalité, et d'autre part

sous la forme d'incitants (bonification des MAE 1 à 3)*. Le statut définitif de protection (240 arrêtés de désignation) interviendra dans les cinq ans à venir. Dès 2009, les huit premiers sites devraient être désignés.

Alors que l'agriculture couvre 45 % du territoire wallon, seuls 11 % du réseau *Natura 2000* sont inscrits en zone agricole. Environ 3.000 agriculteurs sont concernés de façon significative sur une ou plusieurs de leurs parcelles, pour un total approximatif de 23.000 hectares de prairies.

La majeure partie est répartie principalement en Lorraine belge, en Ardenne, en Fagne et en Famenne. L'exploitation par fauche ou pâturage extensif des prairies riches en espèces est nécessaire au maintien de leur grande diversité. Laissés à l'abandon, les milieux naturels ouverts seraient plus ou moins rapidement colonisés par la forêt.

En plus de l'activation des différentes méthodes agroenvironnementales et principalement de la méthode 8 *prairie de haute valeur biologique*, les agriculteurs concernés par les arrêtés de désignation zone *Natura 2000* se verront proposer un contrat de gestion active spécifique qui leur ouvrira le droit à une indemnité de 100 ou 200 € par hectare de prairie et par an.

* voir *Les Cahiers de l'Agriculture*, n° 44, novembre 2008, disponible sur demande à la Bibliothèque dont coordonnées en fin de ce magazine, p. 43

La troisième publication de la collection **AGRINATURE : LES OISEAUX NICHEURS DES PLAINES DE CULTURES**

Après la parution des ouvrages relatifs aux *Messicoles – fleurs des moissons* et aux *Prairies traditionnelles d'Ardenne*, la collection *Agrinature* édite une troisième publication, *Les Oiseaux nicheurs des plaines de cultures*.

Cet ouvrage vous emmènera à la découverte des oiseaux de nos plaines agricoles : qui sont-ils, comment vivent-ils tout au long de l'année, quelles sont leurs forces et leurs fragilités, ... ? Les

auteurs vous feront également découvrir ce que, en tant qu'agriculteurs, gestionnaires d'un espace rural ou amis des oiseaux, vous pouvez faire concrètement aujourd'hui pour rendre nos campagnes plus accueillantes pour cette petite faune ailée.

En effet, en cherchant à produire leur alimentation, depuis quelques milliers d'années, les hommes ont profondément et durablement imprimé leur empreinte dans les paysages.

Les espèces animales et végétales se sont adaptées à l'agriculture dans nos régions. Pour certaines d'entre elles, la généralisation des espaces ouverts a même constitué une opportunité.

Ainsi, les grands plateaux céréaliers s'apparentent suffisamment aux steppes pour que des oiseaux faisant leur nid au sol dans ce type de milieu s'y installent avec succès. Les champs sont donc les espaces de production de céréales, betteraves ou pommes de terre, mais aussi des lieux accueillants notamment pour un ensemble d'oiseaux dont la caille, la perdrix grise, l'alouette, ...

Ces petits habitants de nos campagnes sont de plus en plus menacés par le manque de nourriture et



Photo de Bernard Hanus
(*Compagnie de perdrix*), tirée de l'ouvrage
Les oiseaux nicheurs des plaines de cultures.

d'habitats. Des solutions existent pour permettre la coexistence des oiseaux des champs avec une agriculture productive et durable en Wallonie. Elles sont explicitées dans ce nouvel ouvrage, résultat d'une collaboration fructueuse entre Baptiste Bataille, ornithologue (AVES / GIREA-UCL), Alain Le Roi (aCREA-ULg / GIREA-UCL) et Thierry Walot (GIREA-UCL), conseillers scientifiques et techniques du programme agroenvironnemental.

Plus d'informations

SUR LA COLLECTION

Département de la Ruralité et des Cours d'eau, DGARNE

Direction du Développement rural
Ilôt Saint-Luc

14, chée de Louvain – 5000 Namur

Christian Mulders – T. : 081 / 64.96.60

@ : christian.mulders@spw.wallonie.be

Marc Thirion – T. : 081 / 64.96.62

@ : marc.colette.thirion@spw.wallonie.be

Unité d'Ecologie et de Biogéographie, UCL

Nathalie Feremans, Pr Thierry Hance

5/4, Croix du Sud

1348 Louvain-la-Neuve

T. : 010 / 47.24.50

@ : nathalie.feremans@uclouvain.be

SUR LE SUJET

Les auteurs, Baptiste Bataille,

Alain Le Roi, Thierry Walot

peuvent être joints au

Groupe interuniversitaire de Recherches en Ecologie appliquée, GIREA

Bâtiment Carnoy B

4/5, place Croix du Sud

1348 Louvain-la-Neuve

T. : 010 / 47.43.90

Demande d'envoi du n°3 de la collection

Agrinature, Les Oiseaux nicheurs des plaines de cultures

Madame – Monsieur :

Agricultrice – agriculteur oui ☐ non ☐

Adresse :

T. : @ :

☐ Souhaite recevoir le n°3 de la collection *Agrinature*

☐ Souhaite s'abonner à la collection *Agrinature*

Bulletin à renvoyer :

Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – bibliothèque – 14, chaussée de Louvain – 5000 Namur.

La Wallonie, un territoire remarquablement diversifié

24

La Région wallonne abrite des terroirs variés : paysages, relief, sols, faune, flore, cultures et élevages évoluent d'un vallon à l'autre en offrant une variété d'habitats remarquable par rapport aux faibles dimensions de notre territoire. Les géographes ont ainsi défini différentes sous-régions agrogéographiques, une sorte d'intermédiaire entre les régions agricoles

qui avaient été définies par le ministère de l'Agriculture et les *cartes de végétation ou zones écologiques* utilisées par les biologistes. La Wallonie est divisée en huit régions agrogéographiques* : les régions hen-nuyère, brabançonne, de Hesbaye, du Pays de Herve, condruzienne, de Fagne-Famenne, ardennaise et de Lorraine belge.

Les zones agrogéographiques sont caractérisées par des facteurs géologiques, géographiques (altitude, relief) mais aussi par l'usage qui est fait du territoire agricole (cultures, prairies, bocage, ...) et par l'habitat rural qui y est associé. Plusieurs milieux caractéristiques sont par ailleurs nés de l'utilisation agricole jointe des lieux ou intimement liés à elle.

* voir *Les Cahiers de l'Agriculture*, n° 45 (encarté dans ce magazine).



La prairie de fauche

CRA-W



Les grandes cultures

CRAE



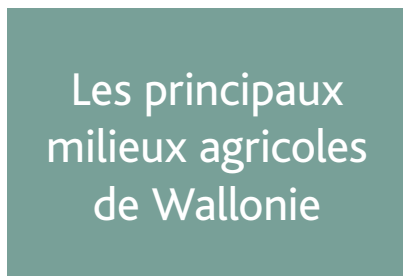
Le verger

CJREA



La prairie pâturée

CRAE



Les principaux milieux agricoles de Wallonie

CRAE



Les jachères

CRAE



La mare agricole

SR



La prairie de haute valeur biologique

CRAE



Les abords de parcelles

CRAE



Les abords de parcelles

CRAE



Les alignements d'arbres

CRAE



Les fossés et bords de cours d'eau

CRA-W

Une biodiversité très agricole

Au fil des millénaires, les agriculteurs ont cultivé et élevé des milliers d'espèces, de races et de variétés. Ces animaux de ferme et ces plantes cultivées étaient spécifiques à leur terroir mais aujourd'hui, partout dans le monde, en ce compris en Wallonie, ils disparaissent à un rythme de plus en plus élevé. Adaptés aux conditions locales et plus résistants que les races et variétés sélectionnées pour la production intensive, ils correspondent à des modes de production respectueux de la biodiversité sauvage et offrent des produits locaux identifiables, à usage particulier (la *Saint-Remy* pour les *cutes peures* de Liège !) ou de qualité supérieure. Il s'agit en outre d'un formidable

réservoir de gènes qu'il est essentiel de préserver. Maintenir ou réimplanter un plus grand nombre de cultures ou d'espèces d'élevage dans nos exploitations contribuent à entretenir la biodiversité.

■ La biodiversité de l'agriculture : les végétaux

S'il existe encore de nombreuses anciennes variétés de légumes en maraîchage, peu d'anciennes variétés subsistent en grandes cultures car elles ne sont pour la plupart plus adaptées aux conditions actuelles. Il paraît cependant aujourd'hui important de maintenir ou de redévelopper la culture de certaines céréales (orge à deux rangs,

seigle, épeautre) et de mélanges (méteil, soit froment et seigle, ou céréales-légumineuses tels qu'orge-avoine-pois ou triticales-pois). Toutes ces cultures ou pratiques traditionnelles sont peu consommatrices d'engrais et de traitements phytos. Elles contribuent souvent à l'autonomie alimentaire des exploitations. La méthode agroenvironnementale *culture extensive de céréales* encourage ce type de production. C'est en arboriculture fruitière que la Région wallonne peut s'enorgueillir du plus grand patrimoine avec des centaines de variétés fruitières qui sont répertoriées et mises en valeur par le Centre wallon de Recherches agronomiques.¹

Photos : CRA-W



Président Roulin
Variété obtenue à
Gembloux en 1912



Radoux
Variété du Pays de Liège



Gris Braibant
Variété traditionnelle de
Belgique



Sainte Catherine
Variété traditionnelle de
l'Entre-Sambre-et-Meuse



Prune de Prince
Variété traditionnelle
en Gaume

■ La biodiversité de l'agriculture : les animaux

L'élevage en Région wallonne s'est progressivement spécialisé dans les bovins laitiers ou viandoux, au détriment de races mixtes, après avoir connu une diminution drastique des petits élevages fermiers de porcs (complémentaires à la production laitière) ou de volailles, de même pour les élevages de moutons et de chevaux.

Si les plus âgés d'entre nous se souviennent de l'omniprésence de nos célèbres chevaux de trait, la mémoire populaire a oublié que

l'Ardenne était encore au XIX^e siècle d'avantage consacrée à l'élevage d'ovins plutôt que de bovins : les moutons (comme les chèvres) étaient plutôt considérés comme les animaux des pauvres. L'ascension sociale consistait à passer au bovin en « oubliant » ses origines modestes...

Nombre d'amateurs passionnés ont permis la survie de multiples races de poules, canards, pigeons ou lapins. Il convient d'encourager l'élevage de ces races et de promouvoir la consommation de ce type de produit. Le programme

agroenvironnemental reconnaît la contribution des éleveurs qui détiennent des gros animaux appartenant aux races locales menacées (races reconnues localement et comptant moins de 7.500 femelles reproductrices en Europe). Un peu plus de trois cents éleveurs de *Blanc-Bleu mixte*, de chevaux de trait belge et ardennais ainsi que de cinq races de moutons (qui participent souvent aussi à la biodiversité sauvage car leur rusticité permet de les utiliser dans les milieux naturels) sont encouragés pour près de 4.500 animaux au total.

¹ Département Lutte biologique et Ressources phylogénétiques, CRA-W, T. : 081 / 62.03.33

Une agriculture participant au développement du réseau écologique

26

Le réseau écologique d'une espèce végétale ou animale est constitué de l'ensemble des lieux de vie susceptibles d'être habités ou parcourus par cette espèce.

Le réseau écologique d'un territoire est constitué de la « somme » des lieux de vie de l'ensemble des espèces habitant ce territoire.

Ce **réseau** est structuré en trois niveaux :

- les **zones centrales** (ou sanctuaires).

Elles servent de lieux de vie, d'alimentation ou de refuge temporaire à un grand nombre d'espèces parmi les plus exigeantes quant à la qualité de leur habitat.

Ces zones bénéficient souvent en Wallonie d'un statut de protection (réserves naturelles, sites *Natura 2000*). Elles devraient être entretenues par des agriculteurs, forestiers ou conservateurs de la nature en veillant prioritairement à la préservation des milieux et des espèces fragiles qu'on y trouve ;

- les **zones de développement pré-**

sistent également une grande capacité d'accueil envers la vie sauvage. Une activité de production agricole ou forestière y est associée à la conservation des espèces et des habitats ;

- les **zones de liaison**. Elles établissent des passerelles entre zones centrales et zones de développement. Elles s'appuient sur l'ensemble des éléments naturels du territoire (haies, berges, bosquets, talus, bords de chemins. Ces petits éléments forment un « réseau dans le réseau », il s'agit du « maillage écologique ».

Ils abritent temporairement ou à plus long terme des espèces sauvages et permettent les échanges entre populations, échanges indispensables à leur survie à long terme.

Dans l'espace agricole, les zones centrales peuvent être des **réserves naturelles** qui sont de plus en plus souvent entretenues par des agriculteurs dans le cadre de contrats spécifiques (fauche tardive, pâturage extensif). On y trouve des prairies traditionnelles fleuries ou des prairies marécageuses, par exemple.

Les zones de développement peuvent être des **vergers hautes tiges**, des **prairies naturelles** ou de **petites zones bocagères**, c'est-à-dire des espaces de production agricole relativement peu intensive, d'un grand attrait pour la faune et la flore.

Enfin, le maillage écologique comprend quant à lui les ruisseaux, les

Relation densité du maillage / nombre d'espèces

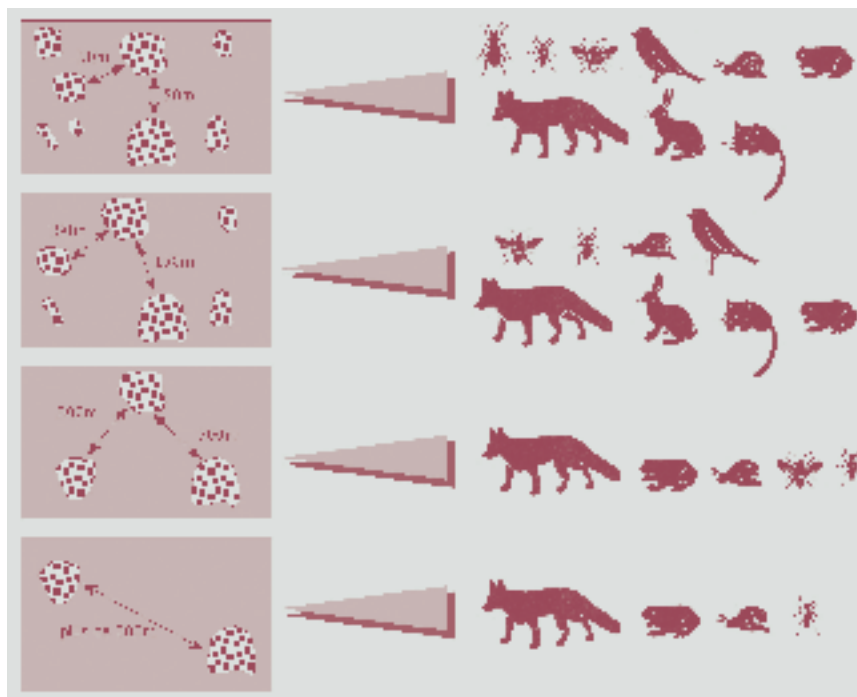


Schéma : GIREA

rièrres et leurs berges, les **bords de champs extensifs** –tournières ou bandes messicoles, par exemple-, les **talus**, les **haies**, les **bords de chemin** sauvages ou boisés, des **arbres isolés**, **bosquets**, **mares**, etc.

De plus en plus, au niveau européen, on accorde une attention toute particulière au maintien d'un niveau minimum de maillage écologique sur l'**ensemble du territoire**. Lorsque l'on réalise un bilan au niveau d'une exploitation, on estime le pourcentage de la superficie de l'exploitation qui participe au maillage écologique. En Région wallonne, en 2007, sur la base des méthodes agroenvironnementales appliquées et de relevés de terrains réalisés lors des évaluations, les haies, bords de champs, tournières, mares, vergers fruitiers à haute tige ou parties de prairie extensive représentent en moyenne **près de 3,3 % des superficies**.

Dans certaines régions d'Europe, cette **notion de « surface de compensation écologique »** est beaucoup plus développée et sert soit à l'attribution de primes agroenvironnementales soit même, en terme de conditionnalité, comme préalable à l'accès à tout paiement de subsides agricoles (seuil minimum de 7 % en Suisse, par exemple). Chacun peut, au niveau de son environnement augmenter sensiblement la densité de ces éléments. La présence et la survie des espèces sauvages les plus sensibles en dépend fortement, comme le montre le schéma ci-dessus.

Une agriculture contribuant au développement du maillage écologique en Wallonie

Corridors biologiques

Les éléments linéaires reliant divers milieux comme haies **1**, talus **2**, accotements de chemins, bords de cours d'eau **3** sont des sites de déplacement préférentiels de nombreux animaux, ils permettent également la dissémination des végétaux.

Effet lisière

Les zones de bordure entre deux cultures offrent des ressources variées. On y trouve des espèces des milieux contigus et des espèces propres à ces zones.

Cet effet peut être créé en implantant des couverts extensifs **4** ou entre un élément naturel du paysage et une culture.

Zones tampons

Éléments paysagers (haies **1**, bandes enherbées **5**, couverts extensifs **4**) implantés en bordure d'une zone sensible (forêt, bois, cours d'eau, bord de village, réserve naturelle, ...), ces zones permettent de limiter les nuisances potentielles dans les deux sens (dérive phytosanitaire, projection d'engrais, dégâts de gibiers, coulées de boue, ...).





I. Les petits éléments naturels du paysage : haies vives, chemins creux, arbres têtards, arbres fruitiers hautes tiges

La haie fait partie traditionnellement du paysage agricole dans certaines zones de prairie (Famenné, pays de Herve) et à proximité des villages et exploitations. On distingue plusieurs types de haies qui parfois sont dominants dans certaines régions.

La haie basse taillée, d'une hauteur de 2 m, entretenue une à deux fois l'an, présente un intérêt modeste pour la biodiversité (merles et moineaux).

La haie libre, basse ou haute (avec de grands arbres), qui peut parfois former des bandes boisées ou n'être constituée que d'arbres alignés. Elle abrite de nombreuses espèces animales et végétales relativement communes (hérissons, crapauds, fauvettes) et leur

est indispensable dans les campagnes agricoles.

Les haies d'épineux (aubépine, prunellier, églantier) denses et impénétrables constituent l'habitat idéal de nombreuses espèces animales et en particulier de la pie grièche écorcheur, une espèce d'oiseau menacée et protégée.

L'intérêt d'une haie pour la biodiversité est renforcé par la présence d'une bordure d'herbes hautes, surtout si elle bien exposée au soleil. Ces hautes herbes ou même ronciers sont essentiels pour abriter et alimenter la faune qui habite la haie et est souvent une très bonne auxiliaire de l'agriculteur.

Les ronciers permettent à des abeilles solitaires de nicher, les orties nourrissent les chenilles de nos plus beaux papillons. La tolérance envers ce type de végétation, partout où elle ne crée pas de réel problème agronomique, est une action très favorable à la biodiversité.

La haie sauvage



- ① Punaise
- ② Pie grièche
- ③ Chouette hulotte

- ④ Fauvette grisette
- ⑤ Guêpe
- ⑥ Sauterelle

- ⑦ Renard
- ⑧ Escargot
- ⑨ Campagnol

- ⑩ Lapin
- ⑪ Fouine



GIREA

La biodiversité des vergers de hautes tiges

Ce sont les arbres d'un certain âge qui présentent un grand intérêt comme relais ou milieu de vie pour la faune sauvage, essentiellement des insectes et des oiseaux (chouette chevêche).

Les chemins creux constituent souvent des types de haies doubles particuliers. Ils offrent une superficie importante et abritent parfois des espèces forestières pour lesquelles ils servent de relais ou de site de substitution, particulièrement dans les zones de grandes cultures.

Les vergers traditionnels d'arbres hautes tiges (prés-vergers) sont apparus chez nous à la fin du XVIII^e siècle. L'apogée des vergers hautes tiges wallons se situe après la première guerre mondiale. La production de fruits (pommes, poires) soit industrielle ou comme production complémentaire est restée importante chez nous jusqu'au sortir de la seconde guerre mondiale. A ce moment là, on y comptait plus de 20 000 ha de vergers pour seulement quelques centaines aujourd'hui. Ils ont été largement supplantés par des variétés à basses tiges. Les arbres qui subsistent aujourd'hui sont âgés, ne sont le plus souvent ni entretenus ni taillés et disparaissent rapidement. Dans l'état actuel des choses, les plantations restent rares et on estime que la plupart des prés-vergers anciens auront disparu d'ici 2020.

Les arbres têtards (saules, charmes, frênes) ont été plantés à partir du XVI^e siècle pour la production d'osier et de bois, le long des fossés, ruisseaux, rivières et plans d'eau, au nord de la Meuse surtout.

Il s'agit d'arbres au tronc de 2 à 3 m de haut. En Ardenne et dans l'Entre-Sambre-et-Meuse, on les retrouve encore comme vestiges de haies avec des troncs de taille plus modeste. Ces arbres, âgés, offrent une possibilité extraordinaire d'accueil pour la faune sauvage. Particulièrement, les cavités et crevasses qui s'y créent à l'état adulte suite à l'entretien par étiage abritent quantité d'insectes (abeilles, coccinelles, ...), des oiseaux cavernicoles (rouge-queue à front blanc, mésanges, étourneaux, ...), voire des chauve-souris qui s'en servent comme gîte d'été. Le pollen de saules est par ailleurs le premier disponible à la sortie de l'hiver. Il est de ce fait très recherché par les abeilles sauvages.

Les arbres isolés, arbustes, buissons et bosquets jouent également souvent un rôle essentiel pour la vie sauvage et permettent d'abriter une faune proche de celle des haies, des arbres fruitiers ou têtards. Un **bosquet** peut, comme un **chemin creux**, abriter une flore et même une faune forestière (jonquilles et anémones au printemps, chevreuil).

En région limoneuse, un buisson sur un talus enherbé suffit pour la nidification du bruant jaune qui est une espèce d'oiseau encore commune mais en régression. Les buissons d'épineux

dans des prairies en bordure sont très importants en Gaume ou en Famenne notamment pour la pie grièche, une espèce *Natura 2000*, qui s'en sert comme poste de chasse pour capturer des insectes dans un rayon de quelques dizaines de mètres.

Les mares agricoles constituent de véritables réservoirs de biodiversité (batraciens, insectes aquatiques, libellules, ...). Elles jouent entre autres un rôle fondamental de « garde-manger » pour nombre d'animaux insectivores (chauves-souris, hirondelles, ...). Leur régression a été marquée dès les années 1970.

Les accotements de voiries, talus, fossés et bandes enherbées.

Il est possible d'installer des bandes enherbées extensives (tournières) ou même des bandes aménagées de divers types (cultures annuelles extensives, bandes fleuries, bandes de hautes herbes dans le cadre agroenvironnemental de Wallonie). Le montant des primes va de 900 à 1.250 euros par ha.

C'est particulièrement dans les régions de grandes cultures que ces zones enherbées jouent un rôle essentiel pour la petite faune. Situées par exemple le long de chemins de campagne ou de fossés, parfois encore à l'interface de deux parcelles (talus), elles sont souvent les seuls refuges pour la vie sauvage des plaines agricoles. C'est particulièrement le cas après les récoltes, pendant toute la mauvaise saison et au début du printemps.

Pour permettre à la petite faune de ces milieux de vivre dans ces paysages, il faut que le réseau de bandes ne soit pas trop lâche. Une distance de l'ordre de 150 à 300 m entre deux de ces éléments est considérée comme un maximum pour permettre une présence satisfaisante des espèces sauvages. Ceci correspond à une taille de parcelle comprise entre 5 et 10 ha. En outre, un réseau trop faible augmente les risques de prédateurs.



PNPE

Quelques exemples d'actions Agrinature en faveur des petits éléments naturels

Vous pouvez ...

- **redynamiser les réseaux de haies, rétablir les alignements d'arbres en bordure de cours d'eau ou de chemins, ainsi que les arbres, arbustes et buissons isolés**
La conservation des haies, des buissons et des bosquets est encouragée par le programme agroenvironnemental (mesure 1 *éléments du réseau écologique et du paysage*). La plantation de haies vives, de vergers et d'alignements d'arbres fait par ailleurs l'objet d'une aide spécifique de la part du département de la Nature et des Forêts de la DGARNE ;
- **maintenir une largeur suffisante au pied des haies**
 - Evitez les projections d'engrais et de produits phytos à moins de 3 m du pied des haies et autres éléments arbustifs et arborés (alignement d'arbres, bandes boisées, lisière forestière),
 - laissez se développer jusqu'en été la végétation de hautes herbes au pied des haies et lisières bien exposées lorsque c'est possible, par exemple en sautant la première, voire la seconde coupe d'herbe sur une largeur de 3 m du côté bien exposé des haies,
 - soyez tolérant localement pour les orties et les ronciers lorsqu'ils n'empiètent que très marginalement sur la parcelle en bordure des petits éléments naturels ;
- **lors de la taille des haies, laisser quelques tas de branches dans des zones ensoleillées**. Ces refuges attireront nombre d'animaux (hérissons, batraciens, couleuvres, ...). **Ne tailler ou recéper qu'une partie des haies de l'exploitation quand c'est possible pour obtenir des haies de tailles et de formes différentes ; tailler les haies basses en maintenant un pied plus large (taille en triangle ou pyramide) ;**
- **remplacer les arbres fruitiers et têtards disparus et en planter de nouveaux**. Quelques branches de saule plantées en bordure de cours d'eau suffisent pour donner de nouveaux arbres en quelques années. Laisser les arbres morts sur pied ou au sol s'ils ne présentent pas de danger. L'absence de bois mort est un gros problème pour les insectes et oiseaux spécialisés comme les pics ;
- **préserver et entretenir les mares agricoles encore existantes** avec des zones de profondeurs variables (± 1 m), une zone de faible profondeur du côté bien exposé et au moins un côté en pente douce. Maintenir le côté bien exposé de la mare sans arbustes ni buissons ni arbres, éviter son ombrage ;
- **creuser ou recréer des mares**
Un conseil peut être obtenu au près de votre conseiller MAE (voir coordonnées p. 35).



Les staphylin (à gauche), comme les carabes (à droite), des auxiliaires précieux des cultures, redoutables prédateurs des larves ou des pucerons et des oeufs de limace.

Dans la faune chassée, le lièvre et la perdrix bénéficient particulièrement de ces zones pour s'abriter. C'est le plus souvent dans des champs de céréales mais à proximité de zones de hautes herbes que niche la perdrix grise dont les populations sauvages sont aujourd'hui relictuelles chez nous.

Lorsqu'un talus est pulvérisé avec un herbicide total, ce sont les espèces pionnières qui s'installent (brome, gaillet, véronique, liseron, ...) comme elles le font dans les cultures voisines où elles constituent la majorité des adventices ou des mauvaises herbes. Les espèces pérennes et inoffensives pour les cultures comme les dactyles ou les fétuques qui sont présentes habituellement dans les talus assurent le maintien de ceux-ci et étouffent les annuelles. Elles mettront longtemps avant de reprendre le dessus sur les annuelles indésirables.

Certains insectes sont en outre de précieux auxiliaires de l'agriculteur et permettent de limiter l'usage de divers traitements chimiques. Les syrphes dont les larves consomment de grandes quantités de pucerons sont présents dans les bordures enherbées lorsqu'on y trouve des plantes à fleurs qui permettent à l'adulte de trouver du nectar. Les carabes sont également très présents dans ces bordures herbeuses, leur rôle – et celui de leurs larves qui vivent dans le sol – a été montré pour le contrôle des limaces et des pucerons. De manière générale, un paysage varié, constitué de cultures et de milieux différents, favorise les insectes auxiliaires et limite les insectes ravageurs.





CRA-W



CRA-W

II. Les prairies riches en biodiversité

On trouve ce type de prairies, caractérisées le plus souvent par des floraisons printanières et estivales dans toute la Région wallonne. Elles sont évidemment plus fréquentes dans les régions herbagères mais aussi dans les fonds de vallée. Une partie d'entre elles est reprise dans le réseau *Natura 2000*.

Actuellement, près de 13 % de la superficie des parcelles agricoles concernées par le réseau *Natura 2000*, soit 3.640 ha, font l'objet d'un contrat agroenvironnemental lié aux prairies (les méthodes *bande de prairie extensive*, *prairie naturelle* et *prairie à haute valeur biologique*).

La mise en application des méthodes agroenvironnementales en zones agricoles de grande valeur pour la biodiversité comme les zones *Natura 2000* et dans les parcelles agricoles jouxtant celles-ci constitue un enjeu prioritaire en termes de protection, de conservation et d'extension des habitats naturels de valeur patrimoniale.

Le ciblage de la méthode sur ces zones est encouragé par une majoration du paiement. Les méthodes *bandes de prairies extensives* et *prairies naturelles* peuvent bénéficier de 20 % supplémentaires sur le montant de la subvention. Les parcelles éligibles à cette majoration de prime sont renseignées sur les déclarations de superficie annuelles.

La méthode *prairie à haute valeur biologique* est amenée à jouer un rôle particulièrement important dans la gestion active des zones *Natura 2000*. Un grand nombre de prairies à haute valeur biologique éligibles se situent d'ailleurs très logiquement dans ces zones. Pour la Haute Ardenne par exemple, en 2007, plus de la moitié des parcelles éligibles (57 %) est située en *Natura 2000*.

Le pâturage extensif y est souvent préféré à la fauche parce qu'il est moins brutal pour la faune et la flore et qu'il est plus facile à mettre en œuvre sur des parcelles humides ou à forte pente. A cette occasion, certains agriculteurs diversifient leurs activités et s'orientent vers des races d'animaux plus rustiques : bovin *Galloway* ou *Highland*, mouton *Mergelland*, ...

La fauche présente en revanche l'intérêt de contrôler les plantes non appréciées par le bétail (zones de refus) et d'appauvrir le sol par exportation, conduisant à un enrichissement de la flore et renforçant une biodiversité typique des prairies maigres.

Quelques exemples d'actions Agrinature en faveur des petits éléments naturels

Vous pouvez ...

- **diversifier le niveau d'intensification au sein de l'exploitation.** Privilégiez un mode de gestion extensif pour les prairies peu fertiles ou peu accessibles, à l'échelle de la parcelle ou de l'ensemble de l'exploitation. Presque chaque exploitation où l'on trouve des prairies compte des parcelles ou parties de parcelles plus ou moins intéressantes pour la vie sauvage. C'est à ces endroits riches en petits éléments naturels, humides, escarpés, ou encore à sol très superficiel qu'une exploitation extensive doit être développée pour favoriser la nature.

Cette adaptation ou ce maintien de pratiques existantes sont encouragés par diverses méthodes du programme agroenvironnemental, à l'échelle de la parcelle ou de l'ensemble de l'exploitation (MAE 2 *prairie naturelle*, MAE 3b *bande de prairie extensive*, MAE 7 *faible charge en bétail*, MAE 8 *prairie de haute valeur biologique*).

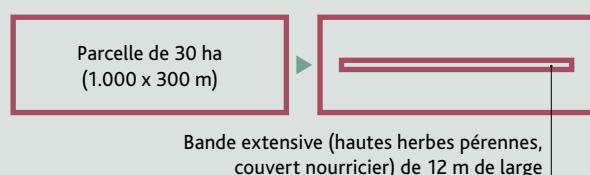
En dehors de ces actions, des mesures simples, peu coûteuses mais faisant, pour certaines aussi, l'objet de dédommagements financiers spécifiques, peuvent aussi être réalisées :

- **conserver des petites zones refuges non fauchées**, tout en alternant leur emplacement à chaque coupe, localisées si possible près de petits éléments naturels (mares, haies, lisières forestières, etc.). Conserver également quelques zones de refus dans les prairies pâturées ;
- **retarder les travaux de broyage et de fauchage**, si possible jusqu'au 15 juillet, pour permettre à la faune de quitter les lieux et favoriser la diversification de la flore ;
- **éviter le recours systématique aux produits antihelminthiques** (vermifuges) avant pâturage. L'emploi généralisé de ces produits à forte rémanence détruit la faune vivant des déjections animales (coléoptères, mouches, ...) ainsi que les chaînes alimentaires qui y sont associées (c'est le cas notamment de certaines espèces de chauves-souris menacées). L'emploi de produits à moindre rémanence mais diffusés sous forme de bolus entraîne des conséquences semblables.

Quelques exemples d'actions Agrinature en faveur des petits éléments naturels

Vous pouvez ...

- **préserver les bordures herbeuses existantes** en limitant leur entretien au minimum. L'usage d'herbicides totaux n'y a pas de sens, il supprime la possibilité d'installation d'auxiliaires de culture et favorise l'installation de plantes indésirables qui profitent des sols mis à nus et se retrouvent dans les champs ;
- **augmenter les zones de lisières en cultures, y compris à l'intérieur des champs**. La lisière est la zone située à l'interface entre deux milieux voisins. Il s'agit d'une des zones les plus riches en termes de biodiversité et d'activité animale. L'augmentation généralisée de la taille des parcelles ayant considérablement réduit ces zones, on en vient actuellement à encourager l'implantation de cultures extensives non seulement en bordure de parcelles mais également à l'intérieur de celles-ci (via un contrat agroenvironnemental pour des tournières ou des bandes aménagées). Environ 4.500 agriculteurs wallons ont déjà recours à cette technique, généralement en bandes étroites.



L'effet de lisière (trait rouge) est quasiment doublé en consacrant moins de 4 % de la surface du champ.

- **renforcer la disponibilité en ressources alimentaires estivales et hivernales**. Le simple fait de **laisser des bandes de céréales non récoltées** à certains endroits de la parcelle (tournière, coins peu accessibles par le matériel et donc peu productifs) permet d'augmenter grandement les ressources alimentaires des oiseaux granivores. Des **couverts nourriciers** (MAE 9 bandes de parcelles aménagées, jachère faune sauvage) peuvent également être implantés à bon escient dans les endroits « marginaux » du parcellaire (affleurements sableux ou rocheux, zones difficilement accessibles, ...). La DGARNE met depuis quatre ans à disposition des agriculteurs un conseil gratuit et spécialisé en la matière ;
- utiliser la technique des « **placettes à alouettes** » dans les champs de céréales, en « levant » le semoir de temps à autres (deux placettes de 5 m suffisent pour un ha).



GRAE

III. Vie sauvage dans les plaines de cultures

Les plaines de cultures wallonnes offrent peu de ressources aux populations animales qui y vivent. La banalisation du paysage pèse lourdement sur la biodiversité : absence de refuges, de repères, de sites de nidification, ressources alimentaires limitées, ...

L'aménagement des territoires commence à trouver écho auprès de certains gestionnaires de l'espace rural et quelques initiatives locales de la part de groupes cynégétiques ou naturalistes ponctuent le mouvement.

Bien que le recours aux **tournières enherbées** est entré dans les mœurs, en particulier le long des cours d'eau et le long des zones forestières, 15 % des cours d'eau en cultures bénéficient de ce genre d'aménagement. Ce résultat est un départ encourageant mais les objectifs doivent être plus ambitieux. Le cahier des charges, récemment renforcé, prévoit le maintien sur pied d'une bande refuge de 2 m lors de la fauche. En outre, afin de prévenir d'éventuels dégâts sur les populations d'oiseaux nichant au sol, cette fauche est repoussée au 15 juillet et limitée au 15 septembre.

Des **bandes aménagées** de divers types (couverts nourriciers, bandes fleuries, bandes de hautes herbes) peuvent également être installées sous couvert d'un contrat agroenvironnemental. Pour permettre à la petite faune de vivre dans ces paysages, le réseau de bandes ne doit toutefois pas être trop lâche, une distance de l'ordre de 150 à 300 m entre deux de ces éléments étant considérée comme un maximum. En outre, un réseau trop faible augmente les risques de prédatations. Ce type d'aménagements commence donc à être utilisé pour rediviser les parcelles.

Dans la faune chassée, le lièvre et la perdrix bénéficient particulièrement de ces zones pour s'abriter. Certains insectes sont en outre de précieux auxiliaires de l'agriculteur et permettent de limiter l'usage de divers traitements chimiques.

IV. Les bâtiments agricoles, un milieu également essentiel à la biodiversité agricole

Les bâtiments agricoles contribuent également au développement de la vie sauvage. Deux espèces illustrent ce fait : l'hirondelle rustique (ou de cheminée) et la chouette effraie. Signe des temps, toutes deux sont en net déclin, au même titre que d'autres moins connues : l'hirondelle de fenêtre, le martinet, la chouette chevêche, la chauve-souris, le rouge-queue noir, ...

L'hirondelle rustique est intimement liée aux étables. La réussite de sa nichée dépend de la température qu'elle y trouve mais également de la disponibilité en mouches et autres insectes volants, généralement présents aux abords des bâtiments d'élevage. En cas de mauvais temps, la mare agricole, si elle existe encore, devient le garde-manger de réserve. Malheureusement, les mares disparaissent et les normes de bâtiments d'élevage se font de plus en plus draconiennes.

La chouette effraie, quant à elle, peuple combles de clochers, greniers et, avant tout, granges et fenils, se nourrissant des sempiternels rongeurs attirés depuis la nuit des temps par les moissons engrangées par l'homme. Ses proies principales sont le campagnol des champs, colonisant préférentiellement l'intérieur des prairies, et le campagnol agreste, vivant en abondance près des haies. Elle figure sur la liste rouge des espèces menacées en Wallonie depuis 1994. Les raisons de son déclin sont liées à la raréfaction des terrains de chasse (prairies permanentes pâturées, bordures herbeuses extensives, haies, vergers, ...) et à la disparition des gîtes (obstruction des combles des clochers, démolition de vieilles granges, aménagement des greniers, ...).



Quelques exemples d'actions Agrinature en faveur des petits éléments naturels

Vous pouvez ...

- lors d'éventuels travaux de réfection des bâtiments (façades, toiture), éviter de détruire les nids d'hirondelles existants ;
- maintenir libres les voies d'accès aux combles et greniers ;
- installer des nichoirs adaptés, en vous faisant conseiller par des spécialistes.

**AGRI
NATURE**

V. Des approches favorables à la biodiversité à mener sur l'ensemble de l'exploitation agricole

Les modes de production moins intensifs sont généralement favorables à un meilleur développement de la biodiversité.

Dans le même ordre d'idée, une différence nette de qualité biologique entre des fermes en agriculture biologique et conventionnelle a été démontrée par une quarantaine d'études. Il a été démontré que la qualité biologique moyenne des prairies des fermes en **faible charge en bétail** (soit inférieure à 1,4 UGB / ha) est supérieure à celle des prairies de fermes qui ont une charge plus élevée. Les premières citées comptent davantage d'espèces peu communes et notamment de plantes à fleurs. La plus grande biodiversité s'explique par des niveaux de fertilisation moyens moindres et par un mode d'exploitation davantage compatible avec le maintien des petits éléments naturels servant de refuges à la faune et la flore sauvage.

En plus d'un mode de production durable orienté vers le consommateur, l'agriculture biologique est également reconnue pour son impact globalement positif sur l'environnement en général et la biodiversité en particulier, non plus à l'échelle des parcelles comme c'est le cas pour les autres MAE, mais bien à l'échelle de l'exploitation.



CRA-W

CRA-W

Promu par la Région wallonne comme l'un des éléments de positionnement d'une agriculture wallonne de qualité face à la concurrence internationale, ce mode de production a été récemment reconnu par la FAO comme l'une des solutions durables envers la sécurité alimentaire, y compris à l'échelle mondiale. Notons cependant que, dans les paysages simples et très intensifiés, le simple passage vers le bio ne suffit pas à garantir le retour rapide d'espèces sauvages remarquables. Cette conversion doit alors s'appuyer sur une restructuration du paysage avec des haies et d'autres petits éléments du maillage écologique, notamment. Afin de promouvoir ces modes de production, des incitants financiers sont mis à disposition des exploitants agricoles. Des aides agroenvironnementales encouragent le maintien de faibles charges en bétail (100 euros par ha et par an) de même que des primes spécifiques encouragent la conversion à l'agriculture biologique. Enfin, le **plan d'action agroenvironnemental** offre une approche globale et intégrée au niveau de l'exploitation (MAE 10, voir encadré ci-dessous).

Il est possible de contribuer à l'amélioration du maillage écologique et de la biodiversité au sein de votre exploitation au travers de divers aménagements. Certaines actions peuvent être rémunérées dans le cadre du plan d'action agroenvironnemental, qui vous permettra une approche globale sur toute votre exploitation et la collaboration étroite d'un conseiller compétent et disponible. N'hésitez pas à consulter à ce sujet les différents services de la DGARNE ou directement le conseiller en méthodes agroenvironnementales de votre zone.

Programme agroenvironnemental wallon

Les conseillers

35

Les conseillers centrés sur une zone prioritaire		
Service extérieur de la DGARNE concerné	Institutions en charge	Personnes de contact
Ath	Parc naturel des Plaines de l'Escaut 31, rue des Sapins 7603 Bon-Secours	Marie-Hélène Durdu T. : 069 / 77.98.70 @ : mhdurdu@plaines-delescaut.be Etienne Oblin T. : 069 / 77.98.70 @ : eoblin@plaines-delescaut.be
	Parc naturel du Pays des Collines 4, ruelle des Ecoles 7890 Ellezelles	Sandrine Lebrun T. : 068 / 54.46.00 @ : s.lebrun@pnpc.be
Ciney	RNOB – <i>Natagora</i> 3, rue du Wisconsin 5000 Namur	Marie Etienne T. : 081 / 83.03.36 GSM : 0499 / 16.40.76 @ : marie.etienne@natagora.be
Huy	Faune et Biotopes	GSM : 0473 / 41.05.46
Libramont	GAL Cuestas Maison communale de Tintigny 76, Grand Rue 6730 Tintigny	Thomas Gaillard T. : 063 / 45.71.27 GSM : 0496 / 69.18.51 @ : t.gaillard.cuestas@skynet.be
Malmedy	Agra-Ost 38, Klosterstrasse 4780 Saint-Vith	Pierre Luxen T. : 080 / 22.78.96 GSM : 0477 / 27.74.49 @ : agraost@skynet.be Anne Philippe T. : 080 / 22.78.96 GSM : 0496 / 28.23.99 @ : agraost@skynet.be
Thuin	Espace rural 10, rue de Dour 7387 Honnelles	Xavier Verhaegen T. : 065 / 36.10.22 GSM : 0475 / 90.64.75 @ : x.verhaegen@skynet.be Xavier Lepage T. : 065 / 36.10.22 GSM : 0472 / 89.69.59 @ : x.lepage@skynet.be
Wavre	UCL – BAPA Département de Biologie appliquée et de Production agricole 2/24, Croix du Sud 1348 Louvain-la-Neuve	Gwenaël Du Bus T. : 010 / 47.92.23 @ : gwenaël.dubus@uclouvain.be Olivier Imbrecht T. : 010 / 47.92.23 GSM : 0477 / 52.78.13 @ : olivier.imbrecht@uclouvain.be

Les conseillers centrés sur des matières particulières		
Spécialisation	Institutions	Personnes de contact
Cynégétique et biodiversité animale	Faune et Biotopes	GSM : 0473 / 41.05.46
Bandes paysagères	FUSAGx – Unité d'Ecologie 2, passage des Déportés 5030 Gembloux	Marie Legast T. : 081 / 62.25.46 @ : legast.m@fsagx.ac.be
Erosion	UCL – Unité de Génie rural 2/2, Croix du Sud 1348 Louvain-la-Neuve	Hélène Cordonnier T. : 010 / 47.37.13 @ : helene.cordonnier@uclouvain.be
Mares, batraciens et reptiles	aCREA – ULg – Unité d'Ecologie terrestre B22 Sart-Tilman 4000 Liège	Eric Graitson GSM : 0495 / 90.35.80 @ : e.graitson@ulg.ac.be

Les conseillers en matière de suivi, d'encadrement et d'évaluation		
Spécialisation	Institutions	Personnes de contact
Evaluation	GIREA – UCL – Unité d'Ecologie et de Biogéographie 5, Croix du Sud 1348 Louvain-la-Neuve	Thierry Walot T. : 010 / 47.30.89 @ : thierry.walot@uclouvain.be Serge Rouxhet T. : 04 / 366.38.68 @ : serge.rouxhet@ulg.ac.be
Encadrement généraliste	aCREA – ULg – Unité d'Ecologie terrestre B22 Sart-Tilman 4000 Liège	Alain Le Roi T. : 010 / 47.93.90 @ : alain.leroi@uclouvain.be
Encadrement prairies extensives	aCREA – ULg – Unité d'Ecologie terrestre B22 Sart-Tilman 4000 Liège	Serge Rouxhet T. : 04 / 366.38.68 @ : serge.rouxhet@ulg.ac.be

Pour plus d'informations

Département de la Ruralité et des Cours d'eau, DGARNE
Direction du Développement rural
Ilôt Saint-Luc
14, chée de Louvain
5000 Namur
Christian Mulders
T. : 081 / 64.96.60
@ : christian.mulders@spw.wallonie.be
Marc Thirion
T. : 081 / 64.96.62
@ : marc.colette.thirion@spw.wallonie.be

La sécurité dans les exploitations agricoles



Créé en 2001, PreventAgri est depuis 2006 un service de la Mission wallonne des Secteurs verts. Ce projet bénéficie du soutien financier de la direction générale de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement. Son objectif est de sensibiliser les agriculteurs à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

L'agriculture, un secteur très dangereux

Selon le *Bureau international du Travail*, l'agriculture est l'un des trois secteurs où le travail est le plus dangereux (les deux autres étant le bâtiment et l'industrie extractive). Au niveau belge, il est très dif-

ficile de trouver des statistiques précises. Néanmoins, les statistiques partielles dont dispose *PreventAgri* montrent que, chaque année, le secteur agricole subit plus de six cents accidents, dont huit mortels. Le graphe page suivante expose les principales causes d'accidents dans le secteur.

On constate que 78 % des accidents sont dus à trois grandes causes : les animaux, les chutes et les machines. Les animaux sont la plus grande cause d'accidents. Par contre, les accidents les plus graves sont dus aux machines. Les agriculteurs sont en contact permanent avec ces risques.

Les conséquences de l'accident

L'accident a souvent des conséquences importantes. Ainsi, dans presque 50 % des cas, il entraînera une incapacité totale de travail temporaire. De plus, 10 % des accidents vont entraîner des séquelles à vie (séquelles qui peuvent aller de la perte d'un doigt à l'incapacité définitive de travail dans une ferme). A cela, il faut ajouter les conséquences psychologiques pour la victime, ses proches, ses collègues,...

La sécurité, une obligation légale

En tant qu'indépendants, les agriculteurs ne sont soumis à aucune obligation. La loi impose néanmoins à l'agriculteur de mettre en place des mesures de prévention dès qu'il utilise un travailleur. **Cette**

notion de travailleur n'implique pas forcément de rémunération. L'employeur peut être considéré comme le donneur d'ordres. Le travailleur peut donc être un stagiaire, un bénévole venant donner un coup de main,...

La prévention, une question de rentabilité

En 2000, le coût moyen global d'un dossier d'accident (avec incapacité de travail) s'élevait à 7.800 euros. Prévenir les risques va donc permettre sur le moyen terme d'économiser de l'argent. A titre d'exemple, l'*Agence européenne sur la Sécurité au travail* a pu déterminer que,

pour une grande entreprise, le retour sur investissement pouvait atteindre un ratio de 12 :1 (un bénéfice de 12 euros pour chaque euro investi) en choisissant de bonnes options de prévention.

Analyser les risques

Preventagri permet à un exploitant de réaliser un audit de sécurité de son exploitation. L'expert apporte un regard neuf sur la sécurité au sein de l'exploitation. En effet, les habitudes de travail acquises par le travailleur le désensibilisent à de nombreux risques présents sur les lieux de travail. Cette analyse se fait à la demande de l'exploitant ; elle est gratuite, non contraignante et confidentielle.

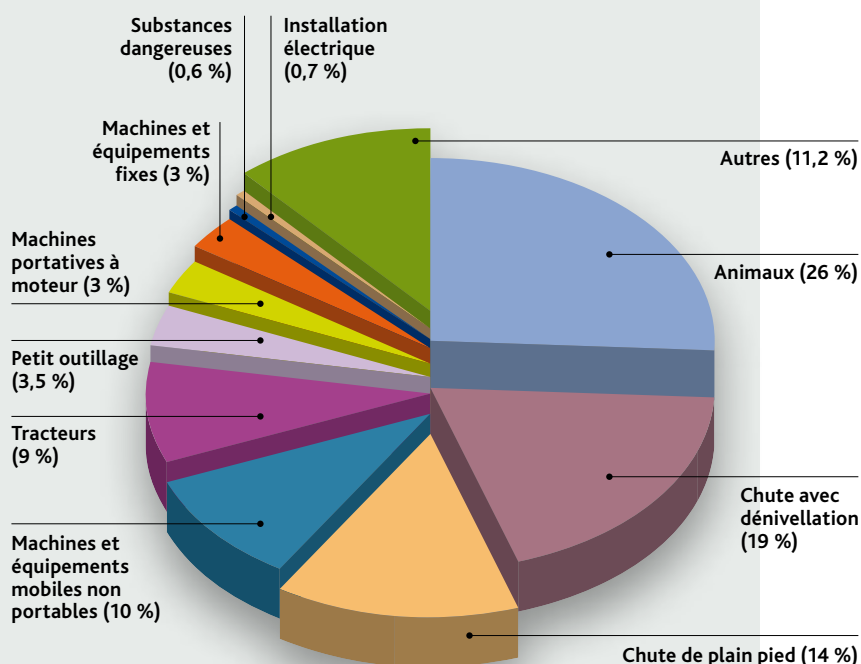
Formations et sensibilisation

Preventagri propose des formations gratuites sur la sécurité au travail. Les thèmes sont variés et spécifiques au secteur et s'adressent autant aux professionnels qu'aux écoles. Citons par exemple la prévention des maux de dos, le travail en sécurité avec les bovins, les machines ou les produits phytosanitaires. Chaque mois, *Preventagri* rédige une *newsletter* sur la prévention des risques d'accident du travail. Cette *newsletter* est envoyée gratuitement à ses abonnés. Pour la recevoir il suffit d'envoyer un mail à info@preventagri.com. Les anciennes éditions sont disponibles sur le site <http://www.preventagri.be>. L'association a déjà rédigé treize livres sur différents thèmes relatifs à la sécurité au travail. Ils sont également distribués gratuitement et disponibles sur le site.

Le *Safety Pack* est un outil d'autoévaluation des risques en exploitation agricole. Cet outil permet à l'agriculteur de détecter et d'évaluer les risques par lui-même mais aussi de déterminer la priorité à apporter aux différentes mesures de prévention proposées. L'outil est diffusé gratuitement à tous les agriculteurs désireux de mettre en place cette démarche de sécurité. *Preventagri* propose également des kits d'équipement de sécurité *tronçonneuse* et *phyto* à prix démocratique.

BETTE LENY, *PREVENTAGRI*

Principales causes d'accident dans le secteur agricole



Pour plus d'informations

Preventagri

47, rue de la Station – 7800 Ath

Bette Leny

T. : 068 / 25.11.62

GSM : 0497 / 435.536

@ : bette.leny@preventagri.com

Julien Vanderbruggen

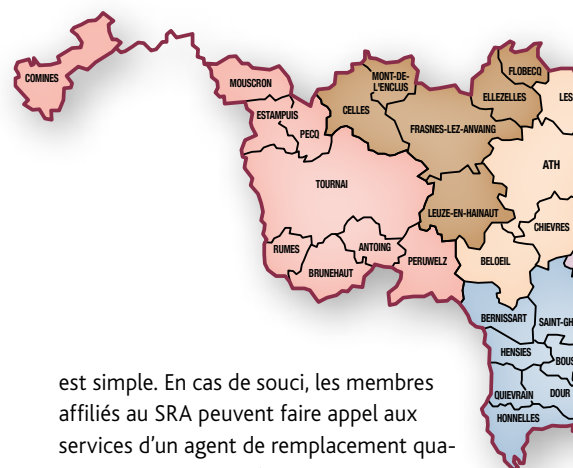
GSM : 0477 / 716 384

@ : julien.vanderbruggen@preventagri.com

www.preventagri.be

Le Service de Remplacement agricole

Une agriculture moderne et solidaire



Pris par la charge du travail quotidien, les agriculteurs ont souvent tendance à l'oublier : leur métier n'est pas sans risque. Un taureau récalcitrant, une fausse manoeuvre avec une machine, un éclat de métal en manipulant un outil, une mauvaise chute qui se termine dans le plâtre ou encore une pneumonie... Les exemples sont légion de ces incidents toujours « bêtes » et pourtant si vite arrivés.

Mais le fermier, on le sait, a la peau dure. Il mord « sur sa chique » quand surviennent les petits bobos. Et puis, c'est bien connu, les grosses « tuiles », ça n'arrive qu'aux autres. Jusqu'au jour où... Jusqu'au jour où un coup du sort débouche sur une indisponibilité forcée, ce qui, dans une exploitation, peut très vite poser de sérieux problèmes. Qui va s'occuper du bétail ? de la traite ? comment va-t-on terminer les moissons ?... Bien sûr, on peut généralement compter sur l'aide de la famille et des amis mais ce genre de coup de main ne dure forcément qu'un temps, chacun devant s'occuper de ses propres obligations. Que faire dès lors si cette indisponibilité vient à se prolonger ?

Votre filet de sécurité

Née il y a plus de trente-cinq ans, la *Fédération des Services de Remplacement agricole* est là pour vous aider à faire face à ce genre de difficultés. Reposant sur le principe de solidarité, sa formule

est simple. En cas de souci, les membres affiliés au SRA peuvent faire appel aux services d'un agent de remplacement qualifié qui se chargera d'effectuer les travaux de la ferme. Polyvalent, cet « agriculteur intérimaire » est un véritable partenaire, à l'écoute de l'exploitant, pour l'aider à assurer sans heurt la continuité de ses activités. Outre un appui technique, cette personne s'avère également être très souvent un précieux soutien moral.

Affichant un coût particulièrement raisonnable, les indemnités horaires demandées dépendent du motif pour lequel on a fait appel à ces services. En effet, les problèmes de santé (qui bénéficient du tarif plancher) ne représentent qu'une des facettes des interventions des SRA. Un événement familial, heureux ou malheureux, l'envie de suivre une formation complémentaire ou plus simplement de prendre un peu de temps pour soi et les siens sont autant de bonnes raisons de s'affranchir, quelques heures ou quelques jours, des servitudes d'une profession qui laisse peu de répit. A l'heure où le monde agricole doit affronter des mutations et des pressions grandissantes, le *Service de Remplacement* représente une réponse moderne, sociale et flexible qui permet aux agriculteurs de s'offrir de temps à autre une bouffée d'oxygène bienvenue.

VINCIANE HALLEUX,
FÉDÉRATION DES SERVICES
DE REMPLACEMENT AGRICOLE

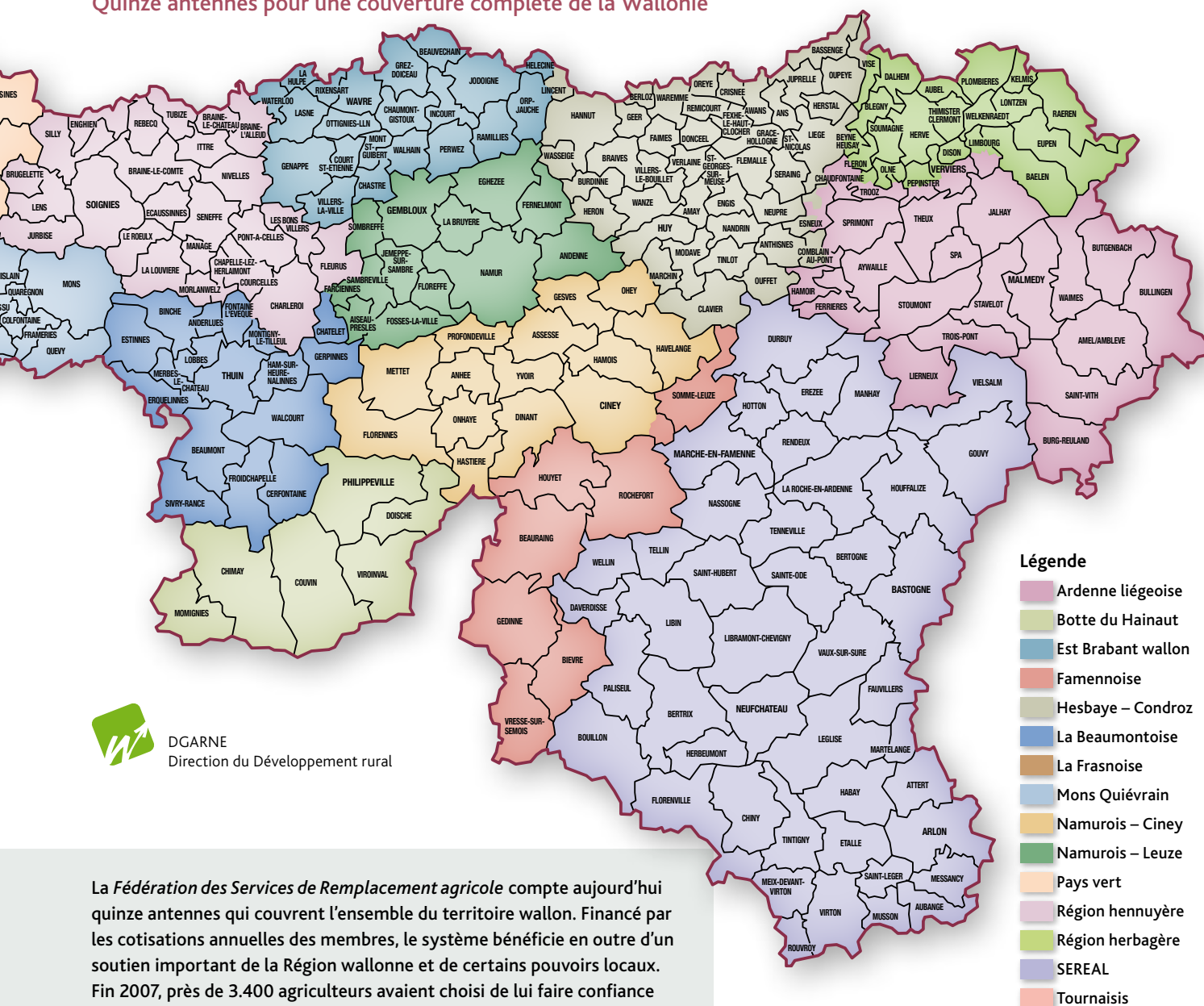
Mise sur pied voici plus d'une trentaine d'années, la formule du **Service de Remplacement agricole (SRA)** rencontre un succès croissant : un mécanisme d'intérim souple et très efficace.

sécurité
santé

Les Services de Remplacement agricole

Quinze antennes pour une couverture complète de la Wallonie

39



DGARNE
Direction du Développement rural

La **Fédération des Services de Remplacement agricole** compte aujourd'hui quinze antennes qui couvrent l'ensemble du territoire wallon. Financé par les cotisations annuelles des membres, le système bénéficie en outre d'un soutien important de la Région wallonne et de certains pouvoirs locaux. Fin 2007, près de 3.400 agriculteurs avaient choisi de lui faire confiance (+27 % au cours des cinq dernières années !). Ses 74 agents ont ainsi effectué plus de 103 000 heures de prestation.

Pour répondre à une demande croissante, les SRA sont régulièrement à la recherche de collaborateurs compétents et motivés. Face à la difficulté de recruter de la main-d'oeuvre, une expérience-pilote de formation à la traite des vaches a d'ailleurs vu le jour en collaboration avec le *Forem*.

Pour plus d'informations

Fédération des Services de Remplacement agricole, FSRAW

T. et F. : 086 / 21.43.45

@ : vinciane.halleux.fsraw@skynet.be

Bien-être des truies gestantes en groupe dynamique alimentées au distributeur d'aliments concentrés (DAC)



Photos : CRA-W

La prise en compte du bien-être des porcs dans les directives 2001/88/CE et 2001/93/CE et dans l'arrêté royal du 15 mai 2003, relatif à la protection des porcs dans les élevages porcins, s'est traduite par une obligation de logement en groupe des truies pendant une période débutant quatre semaines après l'insémination et s'achevant une semaine avant la date prévue de mise bas.

Les travaux de recherches menés spécifiquement sur des truies en groupe sont relativement récents. Les principales variantes étudiées se rapportent à l'incorporation de fibres dans les aliments, à la nature du sol, à la superficie laissée à la disposition des animaux et aux équipements de distribution des aliments. Parmi ceux-ci, le distributeur d'aliments concentrés tente de s'imposer pour la gestion en groupe de taille importante. Cette gestion permet d'offrir un environnement social et physique stimulant qui favorise l'expression de la hiérarchie. Toutefois, en conduite dynamique, le remaniement périodique de la composition du groupe perturbe la hiérarchie et peut conduire à un niveau d'agressivité plus élevé que dans des groupes stables.

Dans le cadre d'une recherche conjointe avec le département des Productions animales de la Faculté de Médecine vétérinaire de l'ULg, financée par le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, le CRA-W a étudié la

manière de faciliter l'intégration des truies introduites dans un groupe (conduite dynamique) et de diminuer la pression sociale. Des indicateurs du bien-être des animaux ont été retenus et mis en œuvre chez la truie pour la mesure des différentes dimensions de ce concept. Trois hypothèses ont ensuite été testées au travers de l'étude de regroupements successifs dans deux loges de trente-quatre truies gestantes alimentées au DAC. Enfin, les modalités d'utilisation du DAC ont été analysées en conduite dynamique.

Indicateurs du bien-être des animaux

Les indicateurs du bien-être des animaux utilisés dans nos expérimentations étaient de différentes natures :

- **zootechniques** : poids, embonpoint et prolificité des truies, poids de la nichée, nombre de porcelets sevrés,
- **éthologiques, plus particulièrement les comportements agonistiques** :

nombre de combats et d'agressions unidirectionnelles. Le combat a été défini comme l'agression (coup ou morsure) d'une truie à l'encontre d'une congénère, celle-ci y répondant par un comportement agressif. L'agression unidirectionnelle qualifiait quant à elle un comportement agressif effectué par une truie sur une autre, celle-ci y répondant plutôt par la fuite,

- **sémiologiques** : nombre de blessures superficielles (peau râpée, pas de sang, plus d'un centimètre) et de blessures profondes (plaie ouverte de plus d'un centimètre de long) comptabilisées sur le corps,
- **physiologiques** : taux de cortisol salivaire. L'utilisation fiable du cortisol salivaire suppose cependant quelques pré-requis méthodologiques. Certains de ceux-ci, dont les variations circadiennes et l'influence du moment de repas mais également la répétabilité et la reproductibilité interne, ont fait l'objet d'une étude spécifique.

Superficie disponible, par truie

Bien que la législation notifie la mise à disposition d'une superficie minimale de 2,25 m²/truie pour la détention en groupe des truies gestantes (\pm 10 % selon la taille du groupe), l'espace nécessaire à une stabilité sociale au sein d'un groupe reste à préciser. L'hypothèse que 3,00 m²/truie *versus* 2,25 m²/truie améliore le bien-être des truies gestantes en groupes dynamiques alimentées au DAC a ainsi été for-

mulée. Ensuite, c'est la mise à disposition d'un parcours extérieur qui a été testée. Il est ressorti des résultats que la mise à disposition de 3,00 m² par truie *versus* 2,25 m² n'a pas influencé le nombre de combats et d'agressions unidirectionnelles au moment du mélange des animaux. Toutefois, lorsque les truies disposaient de 3,00 m²,

- le nombre d'agressions unidirectionnelles était significativement inférieur aux jours 4 et 9 de regroupement,
- la stabilité sociale a été acquise plus rapidement,
- les comportements agonistiques ont été moins fréquents qu'attendu dans la zone proche du DAC,
- les blessures superficielles et profondes ont été moins nombreuses après une semaine de regroupement,
- le taux de cortisol salivaire 2 heures après le regroupement était inférieur, traduisant la perception d'un stress moins important.

Ceci suggère que l'effort lié à l'établissement de la hiérarchie a été inférieur pour les truies disposant d'une superficie plus importante.

La mise à disposition d'un espace supplémentaire sous la forme d'un parcours extérieur bétonné d'une superficie de 0,75m²/truie en plus des 2,25m²/truie de superficie à l'intérieur, n'améliore pas leur

niveau de bien-être, cet espace n'étant utilisé que 1,9 % de la journée ou 2,8 % de la période diurne (6h00 à 22h00) en moyenne par chacune des truies en période estivale.

Moment de regroupement

Deux moments de regroupement ont été testés : à l'heure de démarrage des DAC et de manière retardée. L'hypothèse était que, dans ce second cas, l'effort lié à l'établissement de la stabilité sociale serait moindre. En effet, lors d'un regroupement retardé, les truies dominantes ont déjà réalisé leur passage au DAC et les truies introduites sont confrontées aux truies résidentes de rang social intermédiaire. Les résultats obtenus n'ont pas permis de conclure qu'un moment de regroupement est meilleur que l'autre. En effet, au jour de regroupement, les comportements agonistiques n'ont pas été moins fréquents lors d'un regroupement retardé. De même, les scores de blessures superficielles ou profondes ne différaient pas les deux jours après regroupement. Les truies montraient également des taux de cortisol salivaire similaires aussi bien avant le regroupement que deux heures après ou 26 heures après celui-ci. Le moment de regroupement devrait être considéré comme secondaire par rapport à d'autres paramètres tels que la superficie mise à disposition abordée plus haut.

Analyse des modalités d'utilisation du DAC

Le recours au DAC amène les truies à s'alimenter séparément et successivement. Dès l'introduction de truies nouvelles dans le groupe, l'utilisation du DAC est perturbée. Les résultats des études menées ont permis de chiffrer à une semaine la durée de la perturbation dans l'utilisation du DAC associée au recours à la conduite dynamique. Ils ont également mis en évidence la difficulté des nullipares à s'intégrer, leur comportement alimentaire se différenciant encore de celui des autres truies après 3 semaines.

La durée moyenne des repas a été de 23,4 minutes. Elle a été conforme au temps d'ingestion programmé de 120 g/min. Compte tenu de cette valeur et en envisageant une occupation au DAC de 20h/24h, le nombre maximum de truies à prévoir au sein du groupe a été fixé à 52.

J. WAVREILLE, V. REMIENCE, N. BARTIAUX-THILL,
CRA-W
B. NICKS, M. VANDENHEEDE, B. CANART,
FMV-ULG

Les références scientifiques relatives à ces travaux de recherche peuvent être obtenues auprès de M. José Wavreille, wavreille@cra.wallonie.be



Pour plus d'informations

Département de Productions et Nutrition animales, CRA-W
José Wavreille, Virginie Rémience,
Nicole Bartiaux-Thill
8, rue de Liroux
5030 Gembloux
@ : wavreille@cra.wallonie.be
<http://www.cra.wallonie.be>

Faculté de Médecine vétérinaire, ULg
Département de Productions animales
Bernard Canart, Marc Vandenheede,
Baudoin Nicks
20, boulevard de Colonster
4000 Liège

Les vitrotubercules, minitubercules et plantules font des petits

42

Les techniques de micropropagation *in vitro* de la pomme de terre pour la production de matériel initial destiné à alimenter la tête de la filière de multiplication



Photos : APAQ-W

des plants de pommes de terre font aujourd'hui partie intégrante du schéma de multiplication. Ces techniques offrent les avantages suivants : la sécurité sanitaire, la puissance de multiplication, la réduction du nombre de cycles de multiplication au plein champ, la capacité d'adaptation rapide au marché, ...

La section Systèmes agricoles du Centre wallon de Recherches agronomiques basée à Libramont produit une quantité significative du matériel initial de la filière wallonne de multiplication de plants de pommes de terre sous forme de vitrotubercules, minitubercules ou vitroplants acclimatés.

Les minitubercules obtenus au départ des vitroplants ou vitrotubercules ont un calibre compris entre 10 et 45 mm. Les vitrotubercules ou microtubercules sont eux des petits tubercules d'un calibre compris entre 5 et 10 mm, produits au

laboratoire. Après récolte et stockage au froid, les minitubercules sont multipliés au champ pour produire la première génération de tubercules de plein champ. L'adoption de ces techniques de travail par nos producteurs est guidée par le souci constant d'améliorer la qualité des productions de plants.

Avec l'aide de la direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement du Service public de Wallonie et aussi du *Groupeement wallon des Producteurs de Plants de pommes de terre*, la section a investi dans la construction d'une unité pilote de production de minitubercules basée sur ce système. Cette unité peut produire jusqu'à 80.000 minitubercules par cycle de production.

Traçabilité et qualité

Le *Groupeement wallon des Producteurs de Plants de pommes de terre* et l'Apaaq-W sensibilisent les producteurs de pommes de terre aux atouts des plants wallons de pomme de terre certifiés. La culture du plant bénéficie d'un environnement propice en Wallonie : diversité des sols, rotation longue, terre vierge, choix optimal des parcelles, conditions météorologiques, température modérée, pluviosité régulière. Ces atouts pédoclimatiques offrent une vigueur végétative optimale et un excellent rendement !

Traçabilité et qualité, le plant wallon de pomme de terre mérite votre confiance !

JEAN-LOUIS ROLOT, MURIEL DEVOS, CRA-W
LUC ROISIN, APAQ-W

JFO 2008 : record d'affluence !

A l'occasion de cette 12^{ème} édition des *Journées Fermes ouvertes*, une soixantaine d'exploitations agricoles avaient ouvert leurs portes durant le dernier week-end du mois de juin 2008.

Et cette année, l'événement a confirmé son statut de rendez-vous incontournable entre le secteur agricole et le grand public. Au décompte final, les

fermes ouvertes ont en effet reçu l'accueil de 140.000 personnes. Un record ! Sur le terrain, cela s'est traduit par une moyenne de 2.500 visiteurs par ferme et une hausse de près de 30 % par rapport à l'exercice précédent.

A noter qu'en 2008, l'accent avait été particulièrement placé sur les animations et les contacts avec le jeune public, avec la première organisation de la journée *La ferme, j'y goûte !* au cours de laquelle une vingtaine de *fermes ouvertes* ont accueilli des écoles pour une fructueuse journée de découverte et de dégustation appelée à être répétée.



Pour plus d'informations

Apaaq-W
Geoffroy Simonart
2, rue Burniaux – 5100 Jambes
T. : 081/33.17.25
@ : g.simonart@apaqw.be

Brèves du livre

DANIEL LANTEIR, BIBLIOTHÉCAIRE

Ici, quelques ouvrages choisis parmi les acquisitions récentes de la bibliothèque.



Les rémanents en foresterie et agriculture.
Les branches : matériau d'avenir.
(DODELIN B. (Coord.) et al., Editions TEC & DOC-Lavoisier, Paris, 2007, 389p.)

Les branches mortes sont des précurseurs mal connus mais incontournables et originaux de l'humus forestier. Riches en énergie et nutriments, elles font, depuis quelques années, l'objet d'attentions particulières de la part de l'agriculture (filière bois raméal fragmenté) et de la sylviculture (filière bois-énergie). Révélateur des faiblesses actuelles de cette filière naissante et force de proposition pour l'avenir, l'ouvrage constitue une solide base de réflexion pour saisir l'ensemble des enjeux et des opportunités offertes par les branches en ce début de troisième millénaire.



La vente directe de viande en Normandie et Nord-Picardie
(GALAN F. & PAVIE J., Institut de l'Élevage, Paris, juillet 2008, 52p.)

Dans ce guide, une place significative a été réservée aux témoignages de producteurs et d'un opérateur de prestation de découpe de viande, afin de présenter quelques unes des nombreuses facettes de la vente directe. La réglementation et les principaux déterminants pour la qualité de la viande y sont également abordés. Enfin, le fil conducteur est proposé à l'exploitant qui envisage de se lancer dans cette nouvelle activité. En effet, développer la vente directe de viande peut parfois amener l'éleveur à bouleverser ses choix antérieurs de production (étalement des vêlages par exemple), l'organisation du travail au sein de l'exploitation et impacter significativement sur ses résultats économiques et financiers.



Productions de viande et de lait de prairie.
Effets du chargement et de la fertilisation azotée minérale sur les performances animales et sur le cycle de l'azote
(CAMERONI, F.D., ULg, Faculté de Médecine vétérinaire, Liège, 2008, 271p.)

Les résultats d'une série d'essais menés pendant six années sur des prairies pâturées par les principaux types de spéculation bovine, la vache allaitante, la vache laitière et le taurillon, sont présentés et discutés dans cette thèse. Le fil conducteur des essais a été un protocole semblable dans ces trois spéculations qui visait à comparer, d'une part, la réduction de 33 % de la fertilisation azotée sans réduction du chargement et d'autre part, le rapport entre ces deux systèmes et un système sans apport d'azote minéral. Les paramètres étudiés ont été les performances zootechniques, phytotechniques, le bilan azoté et, pour les spéculations des vaches laitières et des taurillons, les reliquats azotés dans le sol. En plus, dans la spéculation taurillon, les trois lots soumis au pâturage ont été comparés à un lot engraisé en stabulation.



Analyse des coûts induits sur les filières agricoles par les mises en culture d'organismes génétiquement modifiés (OGM) : Étude sur le maïs, le soja et le poulet Label Rouge
(MILANESI J. (Coord.), Université de Pau et des Pays de l'Adour, Centre d'étude et de Recherche en Gestion (CREG), Pau, octobre 2008, 123p.)

Ce rapport présente les résultats d'une étude réalisée par l'Université de Pau pour évaluer les conséquences économiques « externes » sur les filières de production agricole non génétiquement modifiée d'une autorisation de mise en culture de maïs génétiquement modifié en France. Les filières végétales étudiées sont celles du maïs conventionnel, du maïs biologique, du maïs doux et du soja. La filière animale étudiée est celle du poulet Label Rouge. Cette étude conclut qu'en cas de généralisation des cultures OGM en France, certaines filières seraient condamnées à disparaître et d'autres seraient contraintes d'assumer un surcoût lié à la séparation entre les filières conventionnelles et OGM, qui sera répercuté sur le consommateur.

Plus d'informations

Bibliothèque de la direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement

14, ch. de Louvain – 5000 Namur

Accessible au public chaque jour ouvrable sur rendez-vous de 10 à 12 heures et de 14 à 16 heures (possibilité d'emprunt durant 15 jours).

T. : 081 / 64.94.12 – F. : 081 / 64.94.66

@ : daniel.lanteir@spw.wallonie.be

Editeur responsable :

Claude Delbeuck

14, ch. de Louvain – 5000 Namur

Les Nouvelles de l'hiver

1^{er} trimestre 2009

Trimestriel édité par la direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement
Ilôt Saint-Luc

14, ch. de Louvain – 5000 Namur

T. : 081 / 64.94.11

@ : dga@spw.wallonie.be

http://agriculture.wallonie.be

Comité de rédaction des Nouvelles :

Mmes Véronique Binet, Martine Leroux, Geneviève Minne et Anne-Françoise Piérard, MM Josi Flaba, Gaëtan Fripiat, Hervé Hulet, Daniel Lanteir, Jean-Luc Matthieu, Geoffroy Simonart, Jacques Stévenne, Ewald Teller, Jean-Claude Van Schingen.

Conception graphique et édition :

Twogether & Partners

Production et réalisation, coordination générale :

Anne-Françoise Piérard

Relecture : Véronique Renaux

Transposition en langue allemande :

Irmgard Drese (Amel)

Ont collaboré à cette 49^e édition :

Nicole Bartiaux-Thill, Baptiste Bataille, Jean-Marie Bouquiaux, François Bryon, Bernard Canart, Michel Fautsch, Vinciane Halleux, Daniel Lanteir, Bette Leny, Alain Le Roi, Jean-Marie Marsin, Christian Mulders, Baudouin Nicks, Luc Opdecamp, V. Remience, Serge Rouxhet, Geoffroy Simonart, Ewald Teller, Marc Thirion, Marc Vandenhede, Thierry Walot, J. Wavreille.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leur auteur

Direction générale opérationnelle (3) **Agriculture, Ressources naturelles et Environnement** **(D GARNE)**

Direction fonctionnelle et d'appui

Cellule audit FEAGA – FEADER

Département des
Politiques européennes
et des Accords
internationaux

Direction de
la Coordination et
de la Concertation

Direction de
la Politique agricole

Direction de
la Politique
environnementale

Direction des
Programmes
européens

Département de
l'Etude du milieu
naturel et agricole

Direction de
l'Analyse économique
agricole

Direction de
l'Etat
environnemental

Direction
de la Nature et
de l'Eau

Direction du
Milieu forestier

Département du
Développement

Direction de
la Recherche

Direction de
la Qualité

Direction du
Développement et
de la Vulgarisation

Direction de la
Sensibilisation à
l'environnement

Département
des Aides

Direction des Droits
et des Quotas

Direction des
Surfaces agricoles

Direction des
Structures agricoles

Direction de l'Octroi
des aides agricoles

Direction d'Ath

Direction de Ciney

Direction de Huy

Direction de Libramont

Direction de Malmédy

Direction de Thuin

Direction de Wavre

Département de
la Nature et
des Forêts

Direction des
Ressources
forestières

Direction de
la Nature

Direction de
la Chasse et de
la Pêche

Direction d'Arlon

Direction de Dinant

Direction de Liège

Direction de Malmédy

Direction de Marche

Direction de Mons

Direction de Namur

Direction de
Neufchâteau

Département de
la Ruralité et des
Cours d'eau

Direction du
Développement
rural

Direction de
l'Aménagement
foncier rural

Direction des
Espaces verts

Direction des
Cours d'eau
non navigables

Département
du Sol et des
Déchets

Direction de
la Protection
des sols

Direction de
la Politique
des déchets

Direction des
Instruments
économiques

Direction des
Infrastructures de
gestion des déchets

Département des
Permis et
Autorisations

Direction des
Permis et
Autorisations

Direction de Mons

Direction de Liège

Direction de Charleroi

Direction de
Namur-Luxembourg

Département de
l'Environnement
et de l'Eau

Direction de
la Prévention
des pollutions

Direction des
Risques industriels,
géologiques et miniers

Direction des
Eaux de surface

Direction des
Eaux souterraines

Direction des
Outils financiers

Direction de Liège

Direction de Charleroi

Direction de Mons

Direction de
Namur-Luxembourg

Département de
la Police et des
Contrôles

Direction
des
Contrôles

Direction de
l'Anti-brassage
et de la Répression
des pollutions

Direction de Liège

Direction de Charleroi

Direction de Mons

Direction de
Namur-Luxembourg



Organisation de la
direction générale de l'Agriculture,
des Ressources naturelles
et de l'Environnement